

**La gestion
des déchets
en Europe.
Des emplois
de qualité
dans l'économie
circulaire ?**

La gestion des déchets en Europe. Des emplois de qualité dans l'économie circulaire ?
rédigé par Vera Weghmann
Décembre 2017

Rapport commandé par EPSU

L'Unité de recherche de l'Internationale des services publics (PSIRU – Public Services International Research Unit) enquête sur l'impact de la privatisation et de la libéralisation des services publics, en particulier dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, de la gestion des déchets, de la santé et de la protection sociale. Les autres sujets étudiés comprennent la fonction et la structure des services publics, les stratégies des entreprises multinationales et l'influence des institutions financières internationales sur les services publics. La PSIRU est basée dans les locaux de la faculté d'études commerciales (Business Faculty) de l'Université de Greenwich, à Londres, Royaume-Uni. Chercheurs : Prof. Steve Thomas, Jane Lethbridge (directrice), Emanuele Lobina, Prof. David Hall, Jeff Powell, Sandra Van Niekerk, Vera Weghmann, Yuliya Yurchenko

Sommaire

5	1. INTRODUCTION
8	2. TENDANCES
8	2.1 Séparation public-privé
9	2.2 Partenariats public-privé
12	2.3 Remunicipalisation
15	3. ÉCONOMIE CIRCULAIRE
15	3.1 Qu'est-ce que l'économie circulaire ?
16	3.2 L'Union européenne et l'économie circulaire
19	4. L'EMPLOI DANS L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE
19	4.1 L'emploi dans le secteur de la gestion des déchets
23	4.2 La création d'emplois dans l'économie circulaire
24	4.3. Les conditions de travail dans l'économie circulaire
30	5. ENTREPRISES – « THE BIG 5 »
30	5.1 Les plus grandes entreprises en taille
30	5.2 Veolia
31	5.3 Suez
32	5.4 Remodis-Rethmann
33	5.5 FCC
34	5.6 Alba
36	6. DIALOGUE SOCIAL
36	6.1 Structure du secteur
36	6.2 Dialogue social européen
39	7. CONCLUSION
41	8. REMARQUES



1. Introduction

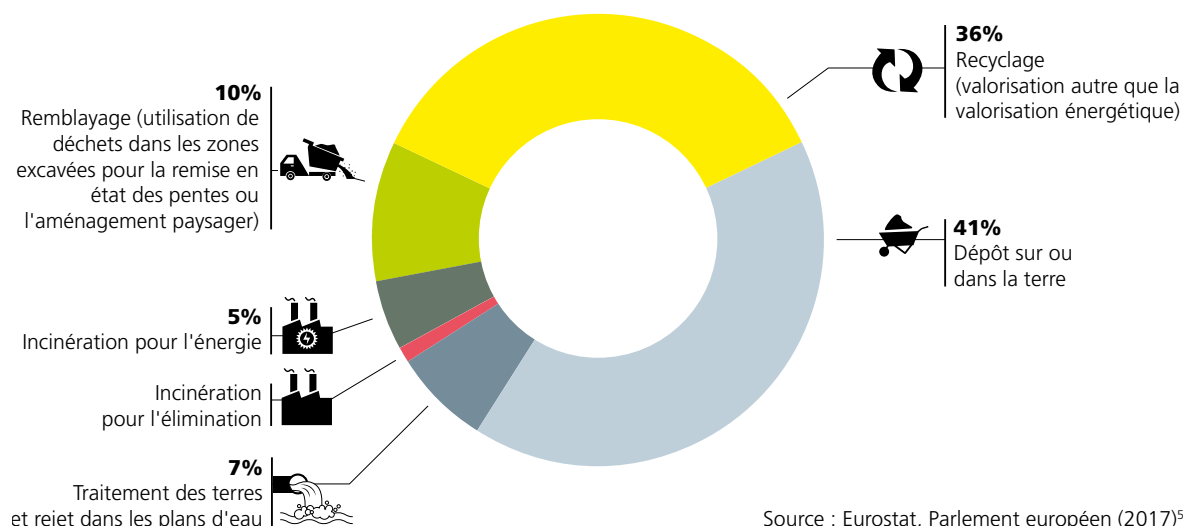
Le présent rapport a été commandé par la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) afin d'informer les participants de l'atelier intitulé « The future of the waste sector in Europe: challenges and opportunities for workers » (L'avenir du secteur des déchets en Europe : enjeux et possibilités pour les travailleurs), qui se tiendra le 7 décembre 2017 à Bruxelles. Les principaux sujets de recherche sont les suivants :

- Quelles sont les politiques européennes en matière de gestion des déchets ?
- Quelles sont les implications de l'économie circulaire pour le secteur de la gestion des déchets ?
- Quels sont les services publics/privés en matière de gestion des déchets en Europe ?
- Quelles entreprises multinationales dominent le secteur ?
- Quelles sont les conventions collectives existantes ?
- Quels sont les possibilités de et obstacles au recrutement syndical des travailleurs du secteur des déchets en Europe ?

Environ 2,6 milliards de tonnes de déchets ont été produits au sein de l'Union des 28 en 2014.¹ À elles seules, la construction et l'exploitation minière étaient responsables de plus de soixante pour cent des déchets globaux. Avec seulement dix pour cent, les déchets urbains ne représentent qu'une faible proportion des déchets. Mais ce sont parmi les déchets les plus polluants.

Actuellement, chaque habitant européen produit en moyenne une demi-tonne d'ordures ménagères par an, dont seulement 36 pour cent sont recyclées. Bien que le recours aux décharges soit en baisse constante, près de la moitié des déchets sont toujours mis en décharge ou rejetés dans l'eau. Dans certains États membres de l'UE, tels que la Croatie, la Grèce, Malte ou la Lettonie, plus de 80 pour cent des déchets urbains sont mis en décharge. Et une autre part importante sont incinérés. En vingt ans, de 1995 à 2015, la quantité de déchets urbains incinérés dans l'Union des 27 a augmenté de 99 pour cent.² La bonne nouvelle, en revanche, c'est que de manière générale, la quantité de déchets urbains générés par habitant est en baisse. Elle a baissé de huit pour cent en dix ans, passant d'environ 515 kilos par habitant en 2005 à 476 kilos par habitant en 2015.³ Cependant, dans plusieurs États membres, tels que le Danemark, l'Allemagne, la Lituanie, la Slovaquie, la Croatie ou la Lettonie, la quantité de déchets urbains générés est en augmentation.⁴

Figure 1
Méthodes de traitement des déchets employées pour les déchets générés dans l'Union des 28 en 2014



Il n'est pas viable que de grandes quantités de matériaux soient enterrés, rejetés en mer ou incinérés, polluant ainsi l'environnement et créant le besoin d'extraire davantage de matières premières.

L'économie circulaire permet de remédier à cela. Au lieu de jeter les matériaux qui ne sont plus utiles, elle vise à réutiliser les ressources existantes. Désormais, les déchets sont de moins en moins perçus comme un problème, et davantage comme une ressource. Par conséquent, l'économie circulaire est non seulement devenue un instrument politique apprécié, mais aussi une opportunité commerciale lucrative pour les entreprises multinationales. Les entreprises peuvent en bénéficier doublement : en jetant les déchets et en les revendant pour une réutilisation ultérieure. Maintenant que les déchets sont devenus une richesse, on observe une ruée vers les ressources dans le secteur des déchets.

Bien que l'économie circulaire offre à l'Europe une solution d'une plus grande viabilité, elle risque de stimuler la création de toujours plus, et non de moins de déchets. La réutilisation et le recyclage sont des excuses parfaites pour stimuler la consommation. Néanmoins, le programme relatif à l'économie circulaire européenne inclut non seulement des propositions de recyclage, de réparation et de réutilisation, mais il insiste également sur la réduction des déchets. Cependant, les mesures visant à prévenir la production de déchets sont très limitées et ne vont généralement pas au-delà de la sensibilisation des consommateurs.⁶

La transition européenne vers une économie circulaire modifiera significativement le marché du travail. L'économie circulaire a des conséquences qui vont bien au-delà du secteur traditionnel des déchets. Elle promet la création d'emplois verts. Cependant, les conditions de ces emplois font rarement l'objet de discussions. Le paquet « Économie circulaire » européen manque de propositions concrètes quant à la protection des travailleurs dans l'économie circulaire, tant sur le plan des emplois peu qualifiés et à bas salaires, que des normes de santé et de sécurité.

Dans ce contexte, le présent rapport se penche sur le secteur de la gestion des déchets en Europe en 2017, notamment les politiques récentes de transition vers une économie circulaire. Ce travail couvre les aspects suivants :

- Aperçu du secteur de la gestion des déchets en Europe ;
- Principales tendances affectant la gestion des déchets en Europe ;
- Cartographie de l'économie circulaire et étude de ses implications sur la gestion des déchets ;
- Analyse des stratégies commerciales des principales entreprises du secteur des déchets en Europe ;
- Principaux acteurs du secteur des déchets en Europe ;
- Obstacles et possibilités de l'économie circulaire pour les travailleurs ; et
- Aperçu des possibilités de revendications sociales intéressantes.



2. Tendances

2.1 Séparation public-privé

Les autorités publiques sont les principaux responsables de la gestion des déchets urbains. Ces services sont soit fournis directement par les services municipaux ou des entreprises municipales de gestion des déchets, soit indirectement par des prestataires privés.⁷

Tous les États membres de l'UE utilisent une combinaison de services directs et indirects de gestion des déchets. Toutefois, certaines tendances propres à chaque pays sont identifiables. Par exemple, concernant la collecte et le transport de déchets urbains, l'Allemagne et l'Italie privilégient les services directs ou fournis par une entreprise municipale de gestion des déchets. En Allemagne, on observe également une tendance à l'actionnariat public depuis quelques années, avec de plus en plus de municipalisations des services de collecte des déchets par les autorités locales (voir section 2.3). La Pologne, la Roumanie, l'Espagne, la Suède et le Royaume-Uni privilégient quant à eux la sous-traitance de la collecte et du transport des déchets urbains à un prestataire privé.⁸ Concernant la phase de traitement et d'élimination de la gestion des déchets urbains, l'Italie, l'Allemagne et la Suède font légèrement plus appel à des prestataires directs qu'à des sous-traitants. En Pologne, en Roumanie, en Espagne et au Royaume-Uni, ces services sont principalement sous-traités à des entreprises privées.⁹

De manière générale, le secteur privé est davantage impliqué dans la phase de collecte et de transport que dans celle de traitement. Vous retrouverez le détail de la séparation public-privé dans l'organisation du secteur des déchets dans le tableau (Tableau 1) suivant.

Tableau 1

Part estimée des services fournis par type de prestataire dans les États membres sélectionnés

État membre (année)	Privé	Publique	Mixte
Allemagne (2012/2013)	50%	45%	5%
Italie (2016)	27%	55%	18%
Pologne	N/A	N/A	N/A
Roumanie (2012)	53,7%	46,3%	N/A
Espagne (2014)	Collection 80%* Traitement 80%*	Collection 20%* Traitement 20%*	Collection N / A (faible) Traitement N / A (faible)
Sweden (2015)	Collection 71% Traitement ~10%	Collection 25% Traitement ~90% ³³	4%
UK (2015)	Collection 40% Traitement ~<90%	Collection 60% Traitement >10%	Collection N / A (faible) Traitement N / A (faible)

Source : Ramboll Management Consulting, Commission européenne (2016)¹⁰

Remarque : Les données présentées dans le tableau ne sont pas pleinement comparables de pays à pays, car elles font référence à des périodes différentes.

*Basé sur les revenus du marché. Aucune donnée disponible sur la part de prestataires publics, privés et de partenariats public-privé

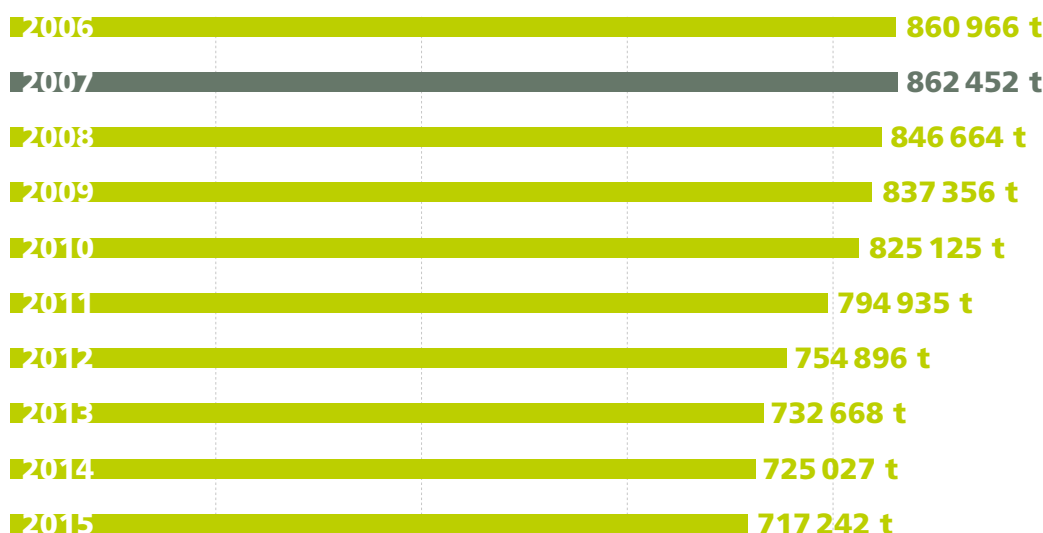
Contrairement à l'idée reçue selon laquelle la privatisation accroîtrait l'efficacité, plusieurs études économétriques et empiriques sur l'efficacité et la privatisation de la gestion des déchets ont montré qu'il n'existait pas de preuves systématiques d'une différence de coûts entre prestataires publics et privés. Vous trouverez un aperçu des différentes études nationales et internationales relatives à la gestion des déchets dans un rapport de la PSIRU sur l'efficacité des secteurs public et privé, qui montre que la gestion des déchets publique est tout aussi, voire plus performante que la gestion des déchets privée.¹¹ Par exemple, une étude basée sur 27 analyses empiriques du rendement comparatif de la gestion des

eaux et des déchets dans différents pays a montré que la « production privée de services locaux n'est pas systématiquement moins coûteuse que la production publique ». ¹² Pour illustrer cette conclusion, penchons-nous sur le cas de Târgoviște, en Roumanie. En 1994, Prescom, contractant privé de gestion des déchets, a commencé à fournir ses services à environ 80 pour cent de la population de Târgoviște et à cinq communes voisines. En 2004, le chiffre d'affaires annuel de l'entreprise était de vingt millions d'euros, dont trois quarts étaient issus des contributions des ménages. Sa marge bénéficiaire était de vingt pour cent, ce qui est très élevé. Dans le même temps, une entreprise publique, Salubrita, prestataire municipal de collecte des déchets, était en charge du reste de la population. Salubrita, entreprise en autofinancement, affiche également un excédent positif. Ses tarifs étaient largement inférieurs et elle réinvestissait l'ensemble de ses bénéfices dans la municipalité. ¹³ Cela montre bien que le secteur privé n'est pas plus efficace que le secteur public. En réalité, cet exemple est la preuve du contraire.

Souvent, efficacité et réduction des coûts sont considérées comme des synonymes, alors qu'il s'agit de deux éléments totalement distincts. La réduction des coûts peut simplement signifier une baisse de services ou de moins bonnes conditions pour les travailleurs qui fournissent ces services. D'où l'importance de ne pas les confondre. C'est pourquoi le rapport de la PSIRU sur l'efficacité, réalisé en 2012, soutenait que : « Les entreprises publiques et privées doivent être comparées sur leur capacité à fournir ces services d'intérêt public, et non sur leur simple rentabilité. » ¹⁴ Les recherches menées en Allemagne et en Suède montrent également que les services de gestion des déchets fournis par les entreprises publiques sont de meilleure qualité que ceux fournis par des entreprises privées. ¹⁵ En outre, la Sardaigne, dans le sud de l'Italie, est la preuve de ce dont la gestion publique des déchets est capable. La Sardaigne a réduit sa production de déchets de seize pour cent (143 724 tonnes) sur une période de seulement neuf ans (graphique 1). Elle dispose d'un système de collecte séparé en porte-à-porte, dont les municipalités sont responsables et peuvent être sanctionnées ou récompensées pour la quantité de déchets produits. En Sardaigne, la gestion des déchets subit actuellement de grandes transformations, avec le regroupement des entreprises municipales de gestion des déchets en organisations plus importantes.

Graphique 1

Production de déchets urbains en Sardaigne (en tonnes par an)



Source : Zero Waste Europe 2017 ¹⁶

2.2 Partenariats public-privé

La gestion privée directe, selon laquelle l'autorité publique place toute la responsabilité et l'exécution de la prestation de services entre les mains d'une partie privée, n'est pas très répandue dans le secteur des déchets en Europe. ¹⁷ Les partenariats public-privé (PPP) sont eux beaucoup plus fréquents. Un partenariat public-privé (PPP) est un contrat conclu entre le gouvernement et une société privée, en vertu duquel la société privée finance, construit et exploite certains éléments d'un service public ; et est rémunérée sur plusieurs années, soit au travers des redevances versées par les usagers (on parle souvent de concession),

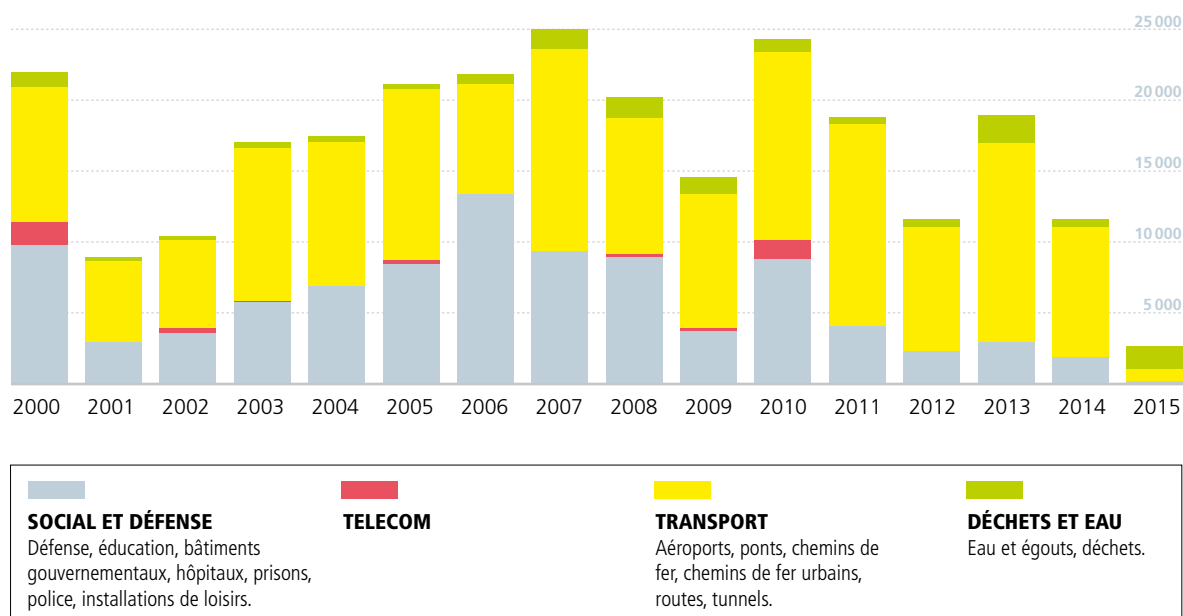
soit par l'intermédiaire des versements acquittés par l'autorité publique, ou encore une combinaison des deux.¹⁸

Depuis les années 1980 et 1990, de nombreux pays européens ont connu un processus de privatisation des services de gestion des déchets. Ce phénomène a été concomitant avec l'adoption de politiques néolibérales basées sur l'idée que les forces du marché et la concurrence entraîneraient davantage d'efficacité, d'innovation et de croissance, et que le gouvernement devrait intervenir le moins possible. Au niveau européen, l'adoption de la législation relative aux marchés publics a contribué à affaiblir les services publics et contraint les autorités publiques à suivre un cadre procédural de privatisation. En outre, les pressions budgétaires croissantes ont accru la popularité des PPP.¹⁹ En effet, les investissements de PPP peuvent ne pas figurer dans les bilans comptables du gouvernement. Autrement dit, les PPP n'ont officiellement pas d'impact direct sur les dettes publiques, même si en réalité, le gouvernement continue de financer l'investissement par le biais des impôts.²⁰ Ainsi, bien que l'État emprunte de l'argent, ce système « permet aux gouvernements d'investir tout en respectant les seuils de dettes et de déficit fixés dans le traité de Maastricht ». ²¹ Ces PPP sont très importants car, en théorie, les pays peuvent être sanctionnés en cas de non-respect de la « procédure de déficit excessif » (PDE).²² Même si, jusqu'à présent, aucun pays n'a jamais reçu d'amende.

Malgré les avantages comptables, le nombre et la valeur des PPP en Europe ont baissé (voir graphique 2). En 2012, les PPP présentaient leur valeur la plus basse en dix ans, avec 66 nouveaux accords d'une valeur de 11,7 milliards d'euros. Les PPP ont augmenté en 2013, puis chuté en 2014 et 2015. Contrairement à la baisse générale, le secteur de l'environnement en Europe a connu une forte croissance des PPP en terme de valeur. Cela principalement grâce à plusieurs accords importants de traitement des déchets au Royaume-Uni. En 2015, les PPP représentaient une valeur de 374 millions d'euros dans le secteur de l'environnement, avant de passer à 1,2 milliard en 2016.²³ Ainsi, bien que les PPP soient en forte baisse dans les autres secteurs, dont principalement les transports, les PPP sont en pleine croissance dans le secteur de l'environnement. En 2016, la valeur totale des PPP a continué de baisser de 22 pour cent par rapport à 2015.²⁴

Graphique 2

Valeur totale des projets de PPP au sein de l'Union européenne, en millions d'euros



Source : Dealogic Projectware (base de données), consultée le 07/12/2015 par Mirco Tomasi, 2016 ²⁵

Remarque : Social et défense : défense, éducation, bâtiments gouvernementaux, hôpitaux, prisons, police, installations récréatives ; transport : aéroports, ponts, rail, réseaux ferrés urbains, routes, tunnels ; déchets et eau : eaux usées et assainissement, déchets.

Les conséquences des PPP pour les travailleurs sont plus facilement analysables au cas par cas. Toutefois, de manière générale, il est un fait avéré que les PPP aggravent les conditions d'emploi pour les travailleurs. David Hall (2015) a identifié cinq raisons à cela : 1. L'entreprise privée est incitée à réduire le nombre

Trois études de cas dans des pays où le secteur privé est fortement impliqué dans la gestion des déchets :

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est le plus grand marché des PPP en Europe, et ne cesse de croître, contrairement aux autres pays européens (voir graphique 2). En termes de valeur, les PPP sont passés d'un total de 2,4 milliards d'euros en 2015 à 3,8 milliards d'euros en 2016. Les projets de PPP ont presque doublé en un an, passant de quinze accords de projets en 2015 à 28 en 2016.²⁶ En cette période d'austérité, le gouvernement ne peut se permettre d'emprunter davantage. Or, les PPP permettent de construire des infrastructures tout en maintenant les dépenses gouvernementales enregistrées relativement bas. Toutefois, l'augmentation des PPP représente une charge financière considérable pour le gouvernement. Depuis la crise, les emprunts privés sont devenus beaucoup plus coûteux et le prix moyen des financements de type PPP est deux fois plus élevé que celui des obligations d'État.²⁷ On estime à huit pour cent le taux d'intérêt des financements de type PPP, soit bien plus que les emprunts directs par obligations d'État, dont le taux d'intérêt est de quatre pour cent. Par conséquent, les PPP sont un moyen très coûteux de fournir des services publics. Sans compter les importants problèmes observés au sein de nombreux PPP. Au Royaume-Uni, 17,7 pour cent des contrats (pourcentage des investissements) ont été rachetés, résiliés ou ont connu d'importants problèmes; ce qui a coûté des millions de livres au gouvernement. Concernant les problèmes liés aux PPP dans le secteur des déchets, prenons l'exemple de Sheffield et de Manchester. En 2017, ces deux municipalités ont pris la décision de mettre fin à leurs PPP de gestion des déchets. À Sheffield, le conseil a voté en janvier en faveur d'une résiliation anticipée du contrat de 35 ans conclu en 2001 avec Veolia, qui devait expirer en 2036.²⁸ Pour le conseil, le contrat signé seize ans plus tôt ne répondait plus aux besoins de la ville. En outre, le syndicat GMB a démontré que Veolia déviait des déchets recyclables vers l'incinérateur afin d'en tirer de l'énergie,²⁹ ce qui a non seulement accru la pollution et empêché Sheffield de remplir ses objectifs de recyclage, mais également privé les travailleurs de primes qu'ils auraient reçues si les objectifs de recyclage avaient été remplis. Toutefois, en raison des coûts d'indemnisation très élevés que le conseil doit verser à Veolia, nous ne savons pas si le contrat sera bel et bien résilié.³⁰ À Manchester, la Greater Manchester Waste Disposal Authority (Autorité de gestion des déchets du Grand Manchester) a résilié son contrat avec Vividor Ltd en septembre 2017 par insatisfaction face à l'incapacité de cette dernière à effectuer les travaux de maintenance et au rapport qualité-prix. Toutefois, cette résiliation a coûté très cher à la ville car elle a dû reprendre tous les prêts en cours de l'entreprise.³¹

Espagne

Les recherches ont montré qu'une grande partie des municipalités sous-traitaient la fourniture de services de gestion des déchets urbains. Ces dernières années, la part de marché des entreprises privées a continué d'augmenter de 4,5 pour cent.³² C'est le signe d'une tendance à davantage de privatisation. En outre, le secteur des déchets présente une forte concentration, avec cinq entreprises qui détiennent plus de 70 pour cent des recettes totales du marché.³³ Leur abus de position dominante sur le marché a été signalé par la Commission européenne. Un rapport récent de la Commission sur la corruption dans l'UE a montré que le secteur des déchets était l'un des plus touchés par celle-ci. Deux des exemples rapportés les plus connus ont été « l'opération Cloaque » et « l'opération Brugal » en Espagne. Dans les deux cas, les entreprises avaient été accusées de faux-fuyants, de corruption, de fraude, de dissimulation et de trafic d'influence par supposés versements de commissions en échange de contrats liés à la gestion des déchets.³⁴ Ces exemples confirment les résultats de David Hall selon lesquels les concessions à long terme des PPP sont des incitations à la corruption.³⁵ Pour les entreprises privées, elles représentent une chance unique de s'assurer une source de revenus garantis par le gouvernement.

Pologne

En Pologne, le secteur des déchets a connu une augmentation des contrats privés. Un fort accroissement de la privatisation du secteur des déchets urbains avait déjà été observé avant 2013. Dans cette vague de privatisation, les entreprises publiques ont été soit pleinement privatisées, soit transformées en co-entreprises mixtes, incluant des prestataires privés. Cela s'explique par le fait que jusque récemment, le droit polonais interdisait le recours à des arrangements internes en ce qui concerne les marchés publics dans le secteur des déchets, rendant ainsi obligatoire l'externalisation de ces services. Toutefois, comme la loi a été récemment amendée pour permettre les prestations de services internes, nous devrions observer une tendance à l'augmentation des contrats de prestation par des services publics.³⁶ Entre 2010 et 2014, les prestataires privés non polonais (Remondis, Sita, Veolia, Alba) détenaient plus de quarante pour cent des parts de marché (en termes annuels).³⁷ Comme en Espagne, les entreprises en Pologne abusent de leur position dominante sur le marché. Par exemple, une enquête du Bureau polonais de la concurrence et de la protection des consommateurs (UOKiK) réalisée en 2013 a montré que l'entreprise Chemeko-System, à Wrocław, propriétaire de la seule installation de traitement des déchets urbains dans la région, avait abusé de sa position monopolistique sur le marché local pour augmenter les prix de manière injustifiée. L'augmentation des prix était presque de 115 pour cent.³⁸

d'emplois afin d'accroître ses marges bénéficiaires ; 2. Étant donné que généralement, les travailleurs perdent leur statut de fonctionnaires, ils se retrouvent dans le même temps exclus du régime public de retraite ; 3. Les employeurs privés peuvent imposer des conditions d'emploi moins avantageuses aux nouveaux entrants, ce qui entraîne une situation de main-d'œuvre à deux vitesses ; 4. La répartition des travailleurs dans de petites unités affaiblit l'organisation syndicale ; 5. Les PPP peuvent avoir un impact sur les autres travailleurs du service public car étant plus étendus, ils créent un besoin de coupes budgétaires, ce qui peut entraîner une réduction des coûts du personnel dans d'autres secteurs.³⁹

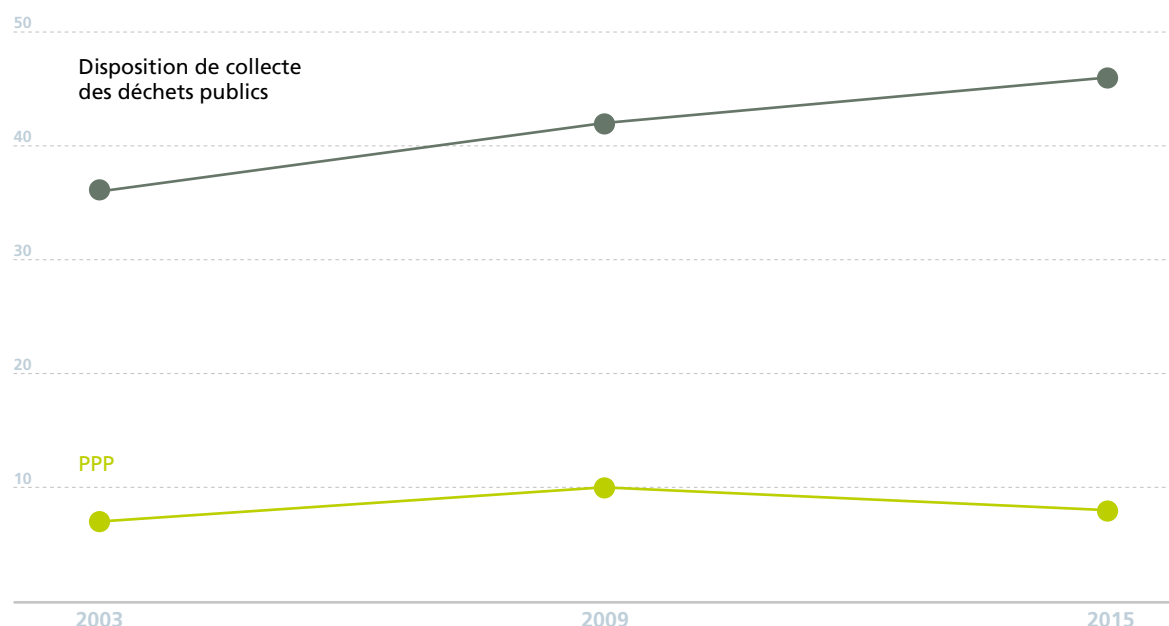
2.3 Remunicipalisation

Malgré l'implication accrue du secteur privé dans certains pays européens ces dernières années, une tendance inverse se profile également. Toutefois, bien que certains cas de remunicipalisation aient été enregistrés au Royaume-Uni, en France et en Espagne, cette tendance se cantonne principalement à l'Allemagne. En effet, le secteur allemand des déchets a connu une vague de privatisations à partir de la moitié des années 1980, mais cette tendance s'est inversée au début du XXIème siècle. Comme le secteur de l'énergie, l'Allemagne a connu une vague de remunicipalisation de la gestion des déchets.

Malheureusement, les données relatives aux processus de remunicipalisation de la gestion des déchets en Allemagne, qui sont collectées par l'Office fédéral allemand de la statistique, ne sont pas suffisamment fiables. En effet, dans cet ensemble de données, les PPP à majorité publique sont inclus dans les chiffres sur les entreprises publiques. Pour une analyse plus précise des processus de remunicipalisation, il faudrait par exemple se baser sur les données collectées par l'entreprise multinationale de gestion des déchets, Remondis, sur les prestataires du secteur des déchets en Allemagne en 2003, 2009 et 2015.⁴⁰

Graphique 3

Pourcentage de collectes des déchets effectuées par des entreprises publiques et par des partenariats public-privé en Allemagne



Source : E.CA Economics, basé sur des données de Remondis.⁴¹

Remarque : « Eigenerstellung » désigne le service public de collecte des déchets.

Comme le montre le graphique 3 ci-dessus, 36 pour cent des municipalités effectuaient elles-mêmes la collecte des déchets résiduels en 2003. En 2015, ce chiffre avait augmenté de dix pour cent, passant à près de 46 pour cent. Dans le même temps, on observe une baisse des PPP depuis 2009. Cette tendance à la hausse des remunicipalisations s'observe dans l'ensemble des Länder (hormis les villes-Länder de Berlin et de Hambourg, qui disposaient d'un système municipal de collecte des déchets résiduels depuis le début, et de Brême où les services de collecte des déchets résiduels sont effectués par un PPP). Toutefois, les systèmes publics de collecte des déchets sont principalement répandus dans les villes de plus

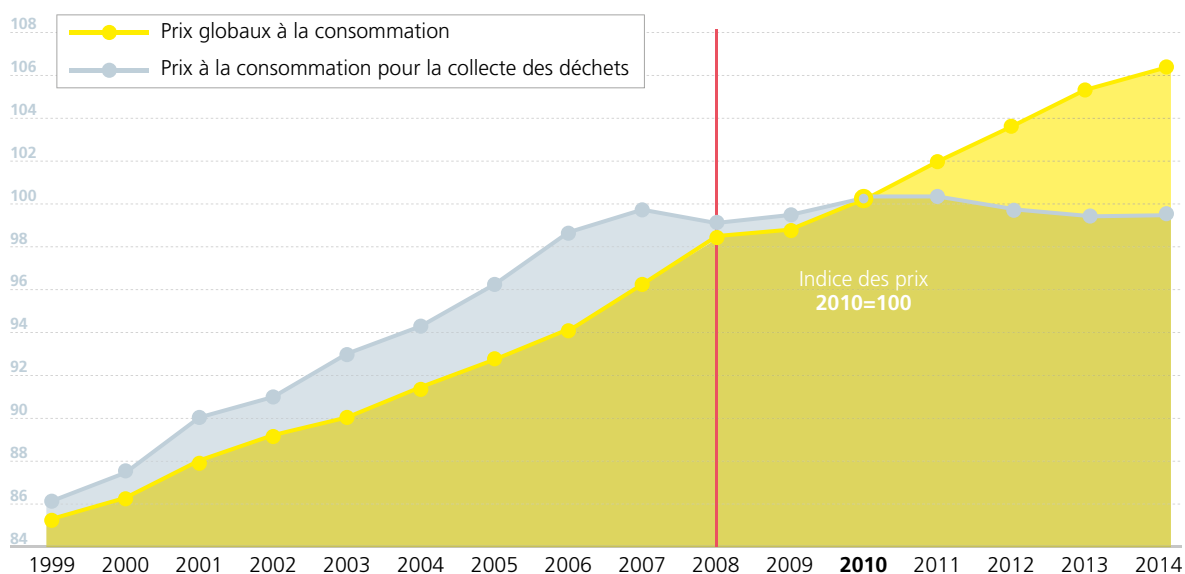
de 100 000 habitants ; dans 92 pour cent d'entre elles, la municipalité est responsable de la collecte des déchets.⁴² De même, les zones rurales remunicipalisent progressivement les services de collecte des déchets.⁴³ Un rapport de la Commission européenne a également montré qu'en 2016 en Allemagne, 31 pour cent des activités de traitement des déchets et quatre pour cent des activités de récupération des déchets étaient effectuées par les municipalités.⁴⁴

Il existe plusieurs raisons au fait que les villes et les régions aient décidé de faire à nouveau passer les services de collecte des déchets sous giron public, le besoin de flexibilité et de contrôle sur la prestation de services en étant la principale. Parmi les autres motivations se trouvaient les avantages de rentabilité, la volonté de réduire les dépenses publiques, la sécurité de l'emploi au sein des autorités locales et l'expiration des contrats avec les prestataires privés. Concernant ce dernier point, il est très fréquent que les processus de remunicipalisation coïncident avec la date d'expiration de contrats car la résiliation de contrats avec des prestataires privés peut s'avérer très coûteuse.⁴⁵

En Allemagne, la tendance de remunicipalisation des services de collecte des déchets a eu un impact très positif sur le coût. Alors que les prix de la collecte des déchets ont fortement augmenté après la privatisation de la collecte des déchets par de nombreuses municipalités, dépassant même l'indice global des prix à la consommation, depuis 2007, les prix à la consommation de la collecte des déchets sont en stagnation et l'indice global des prix à la consommation a augmenté beaucoup plus vite. Ainsi, la stagnation des prix à la consommation coïncide avec la tendance croissante de remunicipalisation des services de collecte des déchets.⁴⁶

Graphique 4

Évolution des prix à la consommation et des prix à la consommation de la collecte des déchets



Source : Office fédéral allemand de la statistique, statistique des prix à la consommation. Graphique E.CA Economics. ⁴⁷

Remarque : jaune – indice global des prix à la consommation, gris – prix à la consommation de la collecte des déchets.

À l'heure actuelle, il n'existe pas d'étude approfondie de l'impact de la remunicipalisation sur les conditions de travail. Bien qu'il existe des possibilités d'amélioration des conditions de travail des fonctionnaires, les évaluations peuvent uniquement être menées au cas par cas, car de nombreux facteurs influencent l'organisation des autorités locales. Sans compter la situation économique de la municipalité, qui a également une influence.⁴⁸ Toutefois, au moment d'évaluer les cas de remunicipalisation en Allemagne et en Autriche dans différents secteurs, Laurentius Terzic a conclu que dans la plupart des cas, la remunicipalisation entraînait une amélioration des conditions de travail. Une amélioration particulièrement visible chez les travailleurs peu rémunérés et sous contrat temporaire.⁴⁹

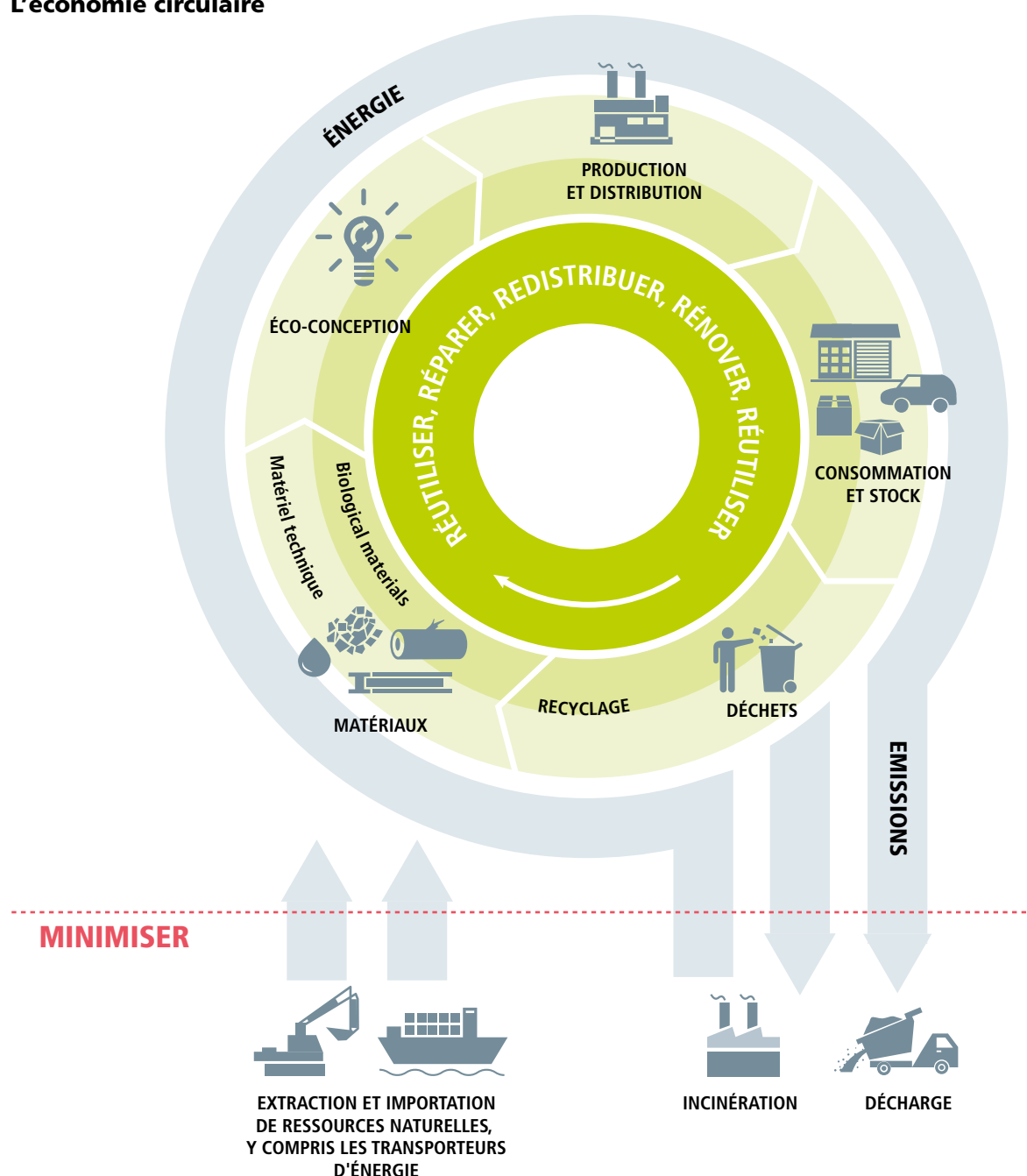


3. L'économie circulaire

3.1 Vers l'économie circulaire

L'économie circulaire est une alternative à l'économie linéaire traditionnelle (fabriquer, utiliser, jeter) dans laquelle les ressources sont utilisées aussi longtemps que possible afin d'en tirer une valeur maximale, puis recyclées et régénérées en produits et matériaux à la fin de chaque durée de vie.⁵⁰

Figure 2
L'économie circulaire



Source : EEA, 2015

L'économie circulaire vise à modifier fondamentalement la façon dont nous percevons les déchets : à les traiter comme une ressource plutôt que comme quelque chose dont on cherche à se débarrasser. Les organisations environnementales estiment que l'économie circulaire pourrait nous permettre d'utiliser efficacement nos ressources tout en instaurant une économie prospère et sobre en carbone. Une production propre et une consommation durable contribueraient à sauver la planète.⁵¹

Les plus grandes multinationales du monde dans le secteur des déchets (voir section 5.2-5.6) sont aussi très enthousiastes à l'idée d'instaurer une économie circulaire, mais pour de toutes autres raisons. Dans l'économie circulaire, les entreprises peuvent doublement profiter d'un même matériau : au moment de le jeter, et au moment de le revendre en tant que ressource aux producteurs. L'économie circulaire présente également l'opportunité pour les entreprises de renforcer leur position sur le marché. Elles prétendent qu'en raison de leur longue expérience et expertise, elles sont les seules à pouvoir fournir des services de qualité dans une économie circulaire car les municipalités ne répondent pas à cette norme.⁵² Cela est particulièrement important compte tenu de la menace de remunicipalisation (voir section 2.3). Suez, par exemple, tente de se réinventer en tant que leader de la « révolution des ressources »⁵³ et finance régulièrement des articles dans le Guardian qui font la promotion de l'économie circulaire.⁵⁴ En outre, on observe que l'économie circulaire a également été promue par le Forum économique mondial (WEF – World Economic Forum). Le WEF est un événement annuel qui a une forte influence sur la définition des politiques mondiales. Chaque mois de janvier, à la station de ski de Davos, en Suisse, corporations internationales et consultants se réunissent avec des représentants de gouvernements et d'organisations internationales pour élaborer et promouvoir des recommandations de politique générale. Le fait que l'économie circulaire soit promue par le WEF montre l'intérêt économique croissant que présentent les déchets en tant que ressource.

On ne peut s'attendre à ce que des avantages sociaux découlent soudainement de l'économie circulaire. À moins que le changement démocratique soit placé au cœur de l'économie circulaire, cette économie devrait principalement bénéficier aux grandes multinationales. C'est pourquoi il est important que les exigences en matière d'emploi soient intégrées dans l'économie circulaire en respectant les conventions collectives, les droits à la sécurité sociale et les exigences fiscales. Bien que l'économie circulaire présente un fort potentiel de création d'emplois, de bonnes conditions de travail doivent être garanties et la transition des travailleurs doit être correctement gérée.

3.2 L'Union européenne et l'économie circulaire

En 2014, la Commission européenne (CE) a publié un rapport intitulé « Vers une économie circulaire : programme "zéro déchet" pour l'Europe ». Dans ce document, elle proposait que « l'UE et les États membres encouragent l'investissement dans les solutions innovantes de l'économie circulaire et l'adoption de ces solutions ».⁵⁵ Cependant, à peine six mois plus tard, les propositions relatives à l'économie circulaire ont été éliminées dans le cadre des mesures visant à réduire les formalités administratives.⁵⁶ Un an plus tard, la Commission européenne a publié une version révisée du paquet relatif à l'économie circulaire. Le nouveau document, intitulé « Boucler la boucle – Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire », établit les nouvelles règles en matière d'économie circulaire.⁵⁷ Bien que la CE ait prétendu que le nouveau paquet serait plus ambitieux, il l'était en réalité bien moins. Une comparaison entre les deux paquets législatifs montre que la version de 2015 relative à l'économie circulaire prévoit 110 000 créations d'emplois en moins.⁵⁸

Néanmoins, le plan d'action de la CE pour l'économie circulaire conserve un objectif ambitieux : traiter les déchets comme une ressource et transformer l'Europe en économie circulaire. Bien que les politiques suggérées aillent bien au-delà du secteur des déchets, la gestion de ce secteur joue un rôle central dans la transition vers une économie circulaire. En tant que telle, le plan d'action de la Commission européenne de 2015 relatif à l'économie circulaire prépare le terrain pour une nouvelle approche de la gestion des déchets en Europe.

Des amendements sur les législations suivantes ont été proposés par la Commission européenne afin de transformer l'Europe en économie circulaire :

1. Directive 2008/98/CE relative aux déchets
2. Directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets
3. Directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages
4. Directives 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

Le plan d'action propose trois changements spécifiques à la réglementation afin d'y inclure les objectifs suivants d'ici 2030 :

- Un objectif contraignant de réduction des décharges à un maximum de dix pour cent des déchets urbains ;
- Un objectif de préparation de 65 pour cent des déchets urbains pour la réutilisation et le recyclage ;
- Un objectif de préparation de 75 pour cent des déchets d'emballage pour la réutilisation et le recyclage d'ici 2030 (ainsi que des objectifs supplémentaires pour certains matériaux d'emballage).

Au total, l'UE s'engage à dépenser 5,5 milliards d'euros dans le programme existant de financement des déchets via le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds de cohésion (CF) entre 2014 et 2020.⁵⁹

Un enjeu clé de la transition vers l'économie circulaire sera la façon dont les États membres de l'UE intégreront l'approche de gestion des déchets fixée par la Commission européenne. C'est pourquoi la Commission européenne et l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) surveilleront conjointement la mise en place de l'économie circulaire dans les États membres.⁶⁰

Il convient de noter que pour la Commission européenne, les PPP doivent jouer un rôle central dans l'économie circulaire. Dans son programme précédent, en 2014, pour l'instauration d'une économie circulaire, la Commission européenne promouvait les PPP en tant « qu'instruments efficaces pour accroître les actions et les investissements privés dans l'utilisation efficace des ressources ».⁶¹ Dans son plan d'action de 2015 relatif à l'économie circulaire, la Commission européenne invitait à ce que « les acteurs soient activement impliqués dans la mise en place de ce plan d'action, en particulier via les plateformes sectorielles existantes. Pour ce faire, ils bénéficieront également du soutien des partenariats public-privé... ».⁶²

Étant donné la promotion active que mène la Commission européenne au sujet des partenariats public-privé, il n'est pas étonnant qu'elle voie les PPP comme essentiels au succès de l'économie circulaire. En 2015, la Commission européenne a également lancé avec la Banque européenne d'investissement (BEI) un plan d'investissement pour l'Europe dans lequel les PPP sont considérés comme essentiels à la remise sur pieds des infrastructures européennes après la crise européenne. En outre, étant donné la baisse généralisée des PPP en Europe (voir section 2.2), une campagne active de sensibilisation a été lancée par la Commission européenne, la BEI et le Centre européen d'expertise en PPP (epec – European PPP Expertise Centre), qui vise à informer les États membres des règles comptables, et en particulier de l'importance des PPP dans la procédure de déficit excessif (PDE). En effet, comme nous l'avons indiqué dans la section 2.2, les PPP peuvent figurer dans les bilans comptables du gouvernement.



4. 4. L'emploi dans l'économie circulaire

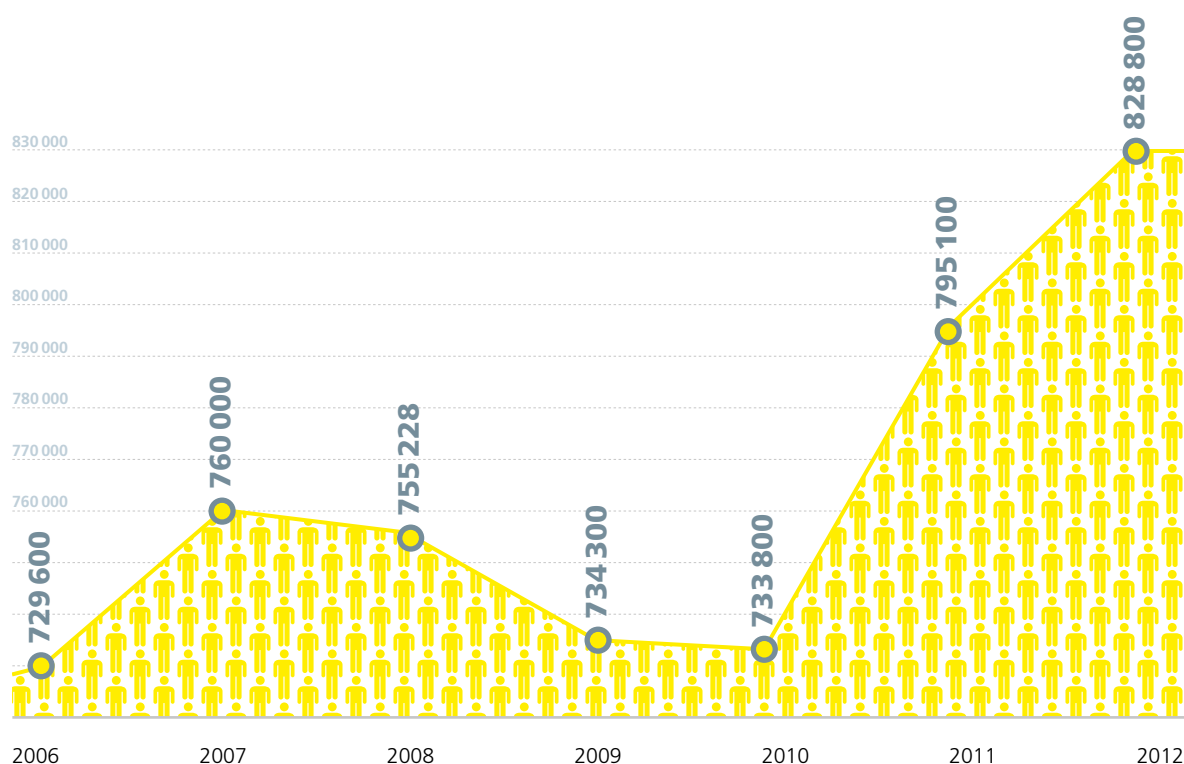
4.1 L'emploi dans le secteur de la gestion des déchets

Il existe un manque de statistiques sur l'emploi dans le secteur des déchets. Les chiffres varient également, en fonction de la source des données. C'est parce qu'il n'existe pas de définition uniforme des activités à inclure dans le secteur des déchets ou non. Mais de manière générale, on observe une hausse de l'emploi dans le secteur des déchets. En 2000, selon Eurostat, le secteur de la gestion des déchets comptait 0,8 million de salariés (ou équivalents temps plein). En 2014, le secteur comptait 1,1 million de salariés (ou équivalents temps plein), soit une augmentation de 36 pour cent.⁶³

Bien qu'Eurostat ne fournisse pas de données pour toutes les activités de gestion des déchets, il est possible de distinguer à peu près les différentes phases de gestion des déchets. Les deux graphiques (graphique 5 et graphique 6) ci-dessous montrent que depuis 2010, on observe une croissance constante de l'emploi dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets, ainsi que la récupération de matériaux dans l'UE.

Graphique 5

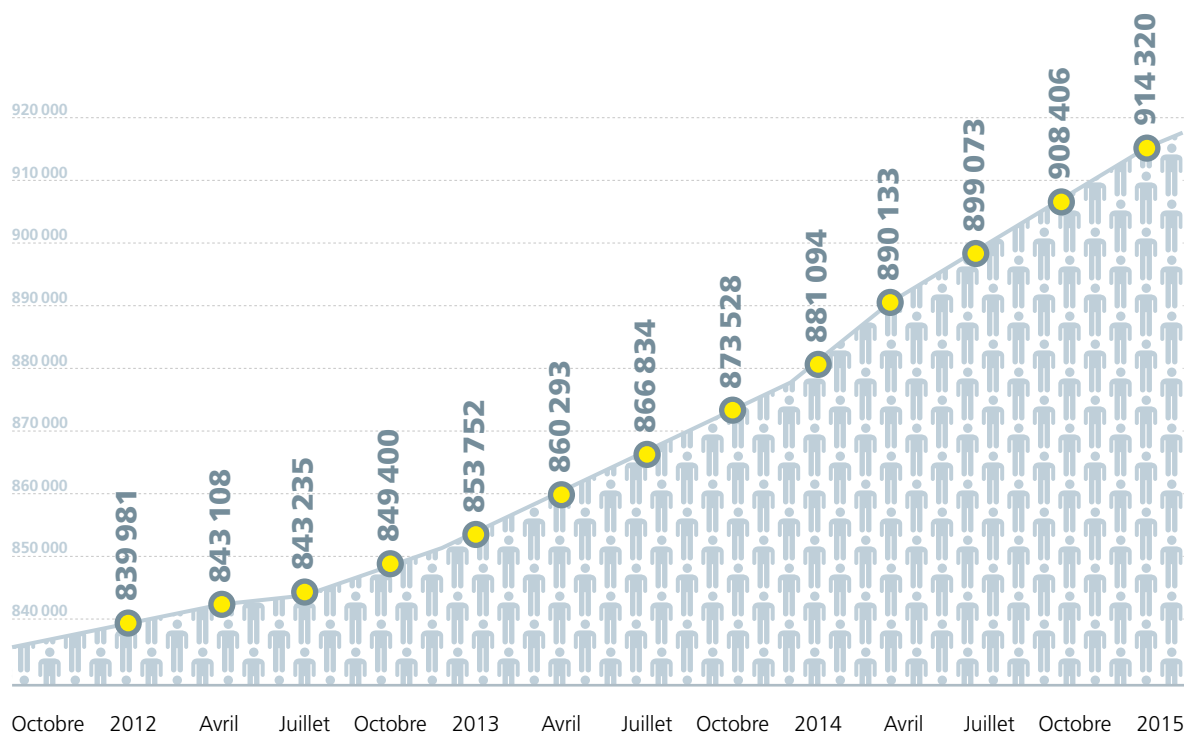
Union européenne (27 pays) Nombre de personnes employées ; Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération des matériaux ; Total



Source : Eurostat.⁶⁴

Graphique 6

Union européenne (28 pays) Nombre de personnes employées ; Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération des matériaux ; Total



Source : Eurostat.⁶⁵

Toutefois, lorsqu'on compare les différents pays, il apparaît clairement que l'emploi dans le secteur des déchets se concentre dans seulement quelques pays de l'Union. Les cinq principaux employeurs du secteur sont l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni, qui couvrent à eux tous plus de 65 pour cent de l'emploi dans le secteur des déchets de l'Union des 28 (tableau 2).

En outre, lorsqu'on compare les principales phases de la gestion des déchets, à savoir la collecte, le traitement et l'élimination des déchets, ainsi que la récupération des matériaux, il apparaît clairement qu'une majeure partie des travailleurs du secteur des déchets sont employés dans la collecte des déchets (voir graphique 7). Plus de la moitié (56 pour cent) des emplois dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets, ainsi que la récupération des matériaux, concernent la collecte des déchets.

Les emplois sont bien moins nombreux dans la récupération des matériaux (voir graphique 7). Les recherches antérieures sur l'emploi dans le secteur du recyclage avaient été très optimistes. En se basant sur les données d'Eurostat disponibles concernant le recyclage et la vente en gros de déchets et de débris, Christian Fischer et al. (2011) ont montré que l'emploi dans le secteur du recyclage avait augmenté de 70 pour cent entre 2000 et 2007.⁶⁶ Cette recherche est régulièrement citée et réutilisée dans des études pour montrer que l'emploi dans le secteur du recyclage a connu une importante croissance, équivalente à huit pour cent d'augmentation par an entre 2000 et 2007.^{67 68}

En raison d'un changement dans la classification des données disponibles, la situation actuelle de l'emploi dans le secteur du recyclage ne peut être évaluée. Avant 2007, Eurostat avait enregistré des données sur le recyclage (NACE Rév. 1.1 37) et la vente en gros de déchets (NACE Rév. 1.1 51.57). À partir de 2008, elle a traité des données relatives à la récupération de matériaux (NACE Rév. 2 38.3). Quant aux autres activités pertinentes concernant le recyclage, telles que la collecte de déchets recyclables, elles sont classifiées avec d'autres activités. C'est pourquoi il est difficile d'évaluer les données relatives à l'emploi dans le secteur du recyclage.

Si on se penche sur les chiffres de la récupération de matériaux ces dernières années, les perspectives d'emploi dans le secteur du recyclage paraissent bien moins optimistes. Bien que la quantité de déchets recyclés ait augmenté de 27 millions de tonnes, soit de sept pour cent, entre 2010 et 2014, entraînant une augmentation du taux de recyclage de 53 à 55 pour cent,⁶⁹ il y a peu d'indications d'une hausse

Tableau 2
L'emploi dans la collecte, le traitement et l'élimination des déchets ; la récupération de matériaux par pays

Pays	2012	2013	2014	2015*
UE 28	840 013	853 722	881 068	913 981
Autriche	13 209	13 803	14 804	14 908
Belgique	15 476	15 212	15 648	11 990
Bosnie-Herzégovine	5 483	5 591	5 772	5 627
Bulgarie	15 974	15 796	15 655	14 460
Croatie	10 094	10 431	11 709	12 318
Chypre	728	830	/	/
République tchèque	32 114	33 008	33 126	32 496
Danemark	6 448	5 858	6 113	8 922
Estonie	1 951	1 896	1 837	1 787
Finlande	5 695	5 831	5 964	6 086
France	95 793	99 050	97 511	106 663
Allemagne	118 267	123 490	126 403	145 460
Grèce	/	/	/	/
Hongrie	17 298	17 338	15 135	16 076
Irlande	6 382	6 406	6 342	6 498
Italie	134 456	136 788	135 577	137 514
Lettonie	3 640	3 916	4 115	4 145
Lituanie	6 147	6 596	6 739	6 899
Luxembourg	1 024	1 019	1 035	1 072
Malte	483	403	537	/
Pays-Bas	26 299	26 073	21 831	22 213
Norvège	6 912	6 849	6 944	7 177
Pologne	55 892	5 7413	58 645	60 767
Portugal	15 504	15 084	14 901	14 514
Roumanie	48 232	49 604	48 829	46 962
Slovaquie	9 515	9 251	9 588	9 097
Slovénie	5 143	5 238	5 169	5 092
Espagne	69 297	75 448	104 607	104 036
Suède	15 409	15 563	15 622	16 067
Suisse	8 490	9 204	9 481	9 818
Royaume-Uni	109 855	104 097	102 787	105 820

Source : Eurostat, NACE Rév. 2, B-E

*Remarque : Les données pour 2015 ne sont pas disponibles dans tous les pays, pour certains pays et pour les chiffres de l'Union des 28, les données datent de la fin novembre 2014.

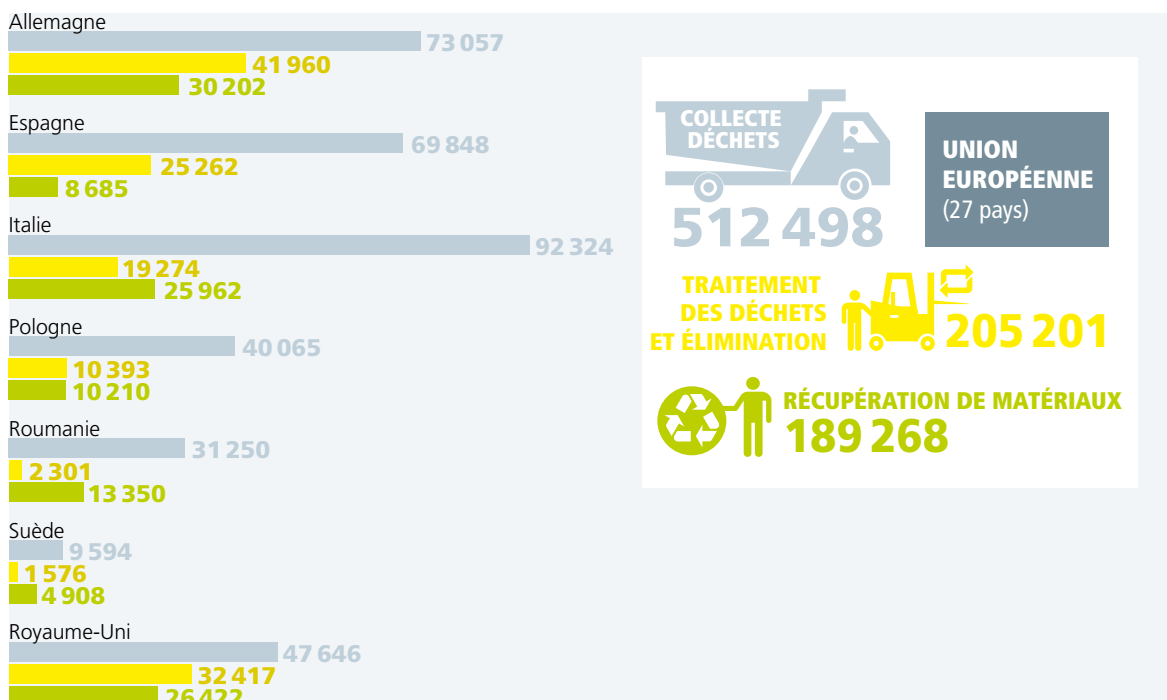
de l'emploi dans la phase de récupération des matériaux. En janvier 2013, 190 222 personnes étaient employées dans la récupération de matériaux dans les 28 États membres de l'Union européenne. À la fin 2014, seules 2 500 personnes de plus étaient employées dans le secteur dans l'UE des 28. Cela équivalait à une augmentation de 1,3 pour cent en près de deux ans. Ces chiffres sont d'autant plus importants que les créations d'emplois qui devraient découler de l'instauration d'une économie circulaire sont, outre les emplois dans le secteur de la réutilisation et de la réparation, également basées sur un taux de croissance de l'emploi attendu dans le secteur du recyclage (voir section 4.2).

Toutefois, ces chiffres ne comprennent pas les personnes travaillant dans le secteur informel de la récupération. Comme le montre la section 4.3.2, on estime à près d'un million le nombre de personnes travaillant dans le secteur informel du recyclage et de la réutilisation.

Contrairement à la hausse des emplois dans la gestion des déchets, l'emploi a baissé dans la gestion des eaux usées. De 2000 à 2014, 63 000 emplois (équivalents temps plein) ont été supprimés, faisant passer le nombre d'emplois (équivalents temps plein) total à 586 000 en 2014. En d'autres termes, l'emploi dans la gestion des eaux usées a baissé de dix pour cent durant cette période.⁷¹ Lorsqu'on se penche sur l'emploi dans le traitement des eaux dans l'Union des 28, on observe clairement une hausse de l'emploi à partir de 2012, puis une forte baisse en décembre 2014, ininterrompue depuis (voir graphique 8).

Graphique 7

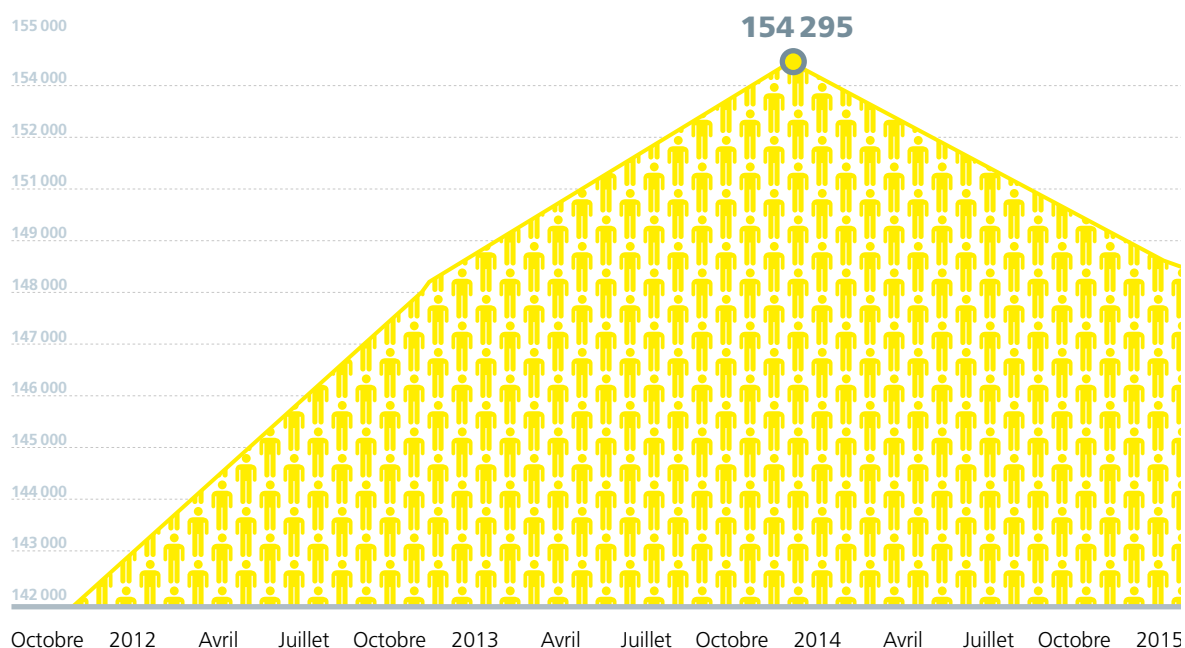
Nombre de personnes employées dans le secteur des déchets par phase de gestion des déchets (2014)



Source : Ramboll Management Consulting, basé sur des données d'Eurostat, Commission européenne (2016).⁷⁰

Graphique 8

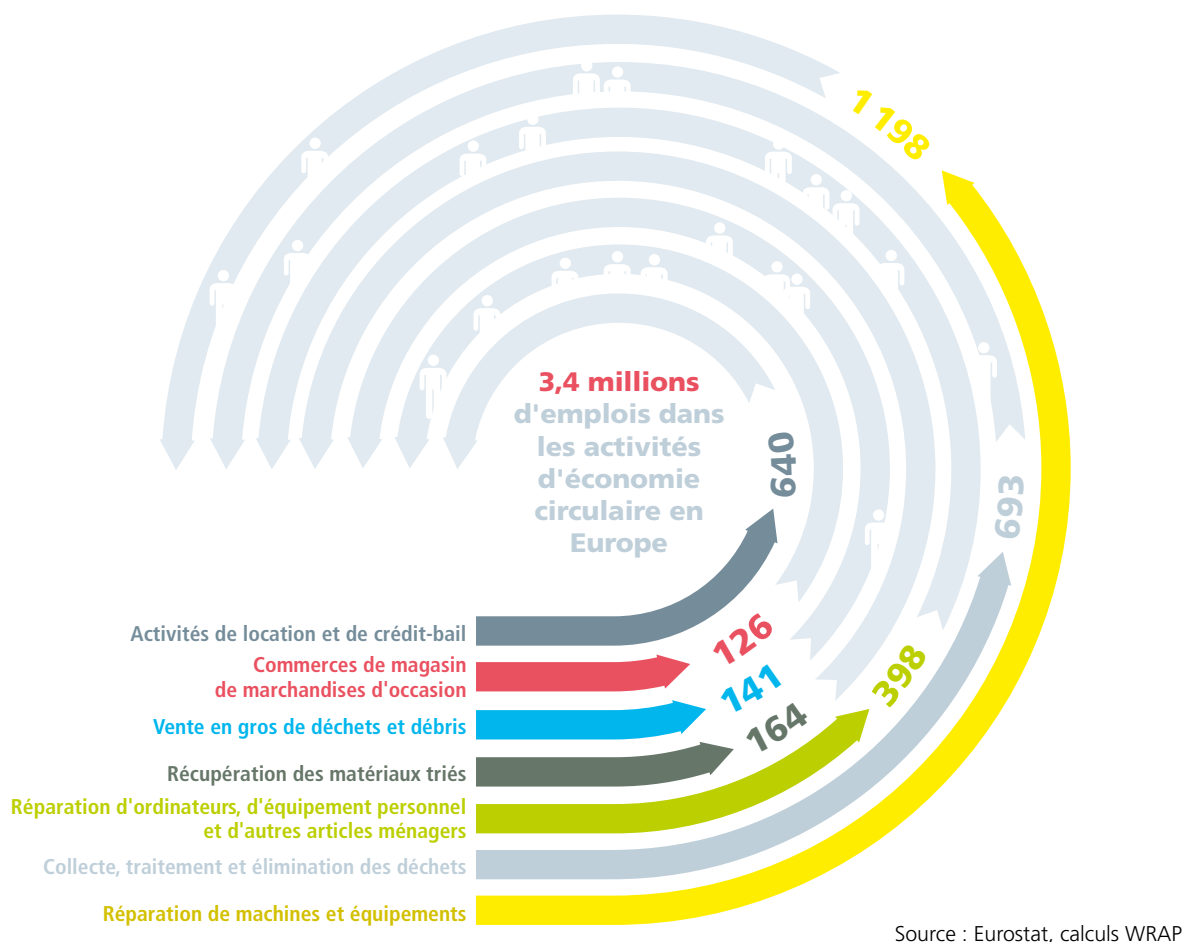
Nombre de personnes employées dans le traitement des eaux dans l'UE des 28



Source : Eurostat.⁷²

Si on regarde maintenant au-delà de la gestion des déchets dans l'économie circulaire, il apparaît encore plus difficile de mesurer l'emploi. C'est parce que toute estimation dépend des secteurs qui sont inclus dans l'économie circulaire. Un rapport du WRAP a estimé que l'économie circulaire employait 3,38 millions de personnes en 2015.⁷³

Figure 5
Estimation du nombre d'emplois en 2015 dans les activités de l'économie circulaire à travers l'Europe⁷⁴



4.2 Création d'emplois

L'économie circulaire présente un fort potentiel de création d'emplois car la réutilisation et le recyclage nécessitent davantage de personnel que l'élimination. Ainsi, ce programme d'économie circulaire entre pleinement dans la stratégie 2020 de la Commission européenne en matière de croissance intelligente, durable et inclusive, dont l'objectif est d'atteindre 75 pour cent d'emploi chez les 20-64 ans d'ici 2020.⁷⁵ Pour atteindre cet objectif, 17,6 millions d'emplois supplémentaires doivent être créés.

De manière générale, il existe quatre catégories d'emplois différentes dans l'économie circulaire, à savoir la gestion des déchets, le recyclage et la vente en gros de déchets ; les travaux de réparation et la vente au détail de marchandises d'occasion ; et la location et le crédit-bail.⁷⁶

D'ici 2030, on estime à plus d'un million le nombre de créations d'emplois dans l'économie circulaire européenne, et jusqu'à trois millions si des avancées sont réalisées dans cette économie.⁷⁷ Toutefois, ces emplois seront probablement créés dans des pays où l'emploi dans le secteur des déchets est déjà fort, à savoir l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la France et l'Espagne (voir Figure 6). Près de la moitié de ces nouveaux emplois devraient être créés rien qu'en Allemagne et au Royaume-Uni. Néanmoins, on estime que, dans une certaine mesure, la plupart des pays européens bénéficieront des créations d'emplois dans l'économie circulaire.⁷⁸

Toutefois, face à l'enthousiasme suscité par les créations d'emplois, les discussions relatives aux salaires et aux conditions de ces emplois sont souvent laissées de côté. À l'heure actuelle, nous disposons

Figure 6
Potentiel de créations d'emplois en Europe via l'expansion des activités de l'économie circulaire d'ici 2030



Poursuite du développement
actuel de l'économie
circulaire vers **2030**

1,2 million
d'emplois créés
en Europe

Chômage réduit
de 250 000

Source: WRAP calculations

de très peu d'informations sur la qualité de ces emplois et ce qu'implique une transition vers l'économie circulaire en matière de changements de compétences et de délocalisations.

4.3. Cartographie des conditions de travail dans l'économie circulaire

Les conditions d'emploi dans l'économie circulaire sont un sujet largement sous-étudié. Toutefois, les recherches existantes sont parvenues à des conclusions optimistes. Un rapport réalisé par la Green Alliance (Alliance verte) sur l'emploi dans l'économie circulaire et basé sur des données du Royaume-Uni, a conclu que : « les emplois de l'économie circulaire sont des emplois de qualité » car « une économie plus circulaire peut renforcer la sécurité de l'emploi et la satisfaction au travail à travers l'Europe en créant

des milliers d'emplois durables et de haute qualité dans la remanufacturation, la réparation, l'entretien, le recyclage et les activités de bio-économie circulaire ».⁷⁹

Ce rapport présente donc une image relativement positive des conditions d'emploi dans l'économie circulaire en Europe, en se basant sur l'exemple britannique. Il montre qu'en comparaison avec le reste de l'économie, l'économie circulaire crée des possibilités d'emploi dans des secteurs où le taux de chômage est élevé, les travailleurs sont moins à même de se retrouver sous-employés, l'emploi est plus stable, et elle crée des opportunités d'emplois qualifiés et non qualifiés. Elle permet en particulier de créer des emplois peu qualifiés – et peu rémunérés. Cela, toujours selon le rapport, est très important car au Royaume-Uni, le travail non qualifié est en baisse.⁸⁰ Au Royaume-Uni, 41 pour cent des emplois dans la gestion des déchets et le recyclage sont des professions à faible rémunération.⁸¹ Ce pourcentage est très élevé, même pour le Royaume-Uni, où un quart de tous les salariés reçoivent un salaire inférieur au salaire minimum vital.⁸² En 2016, la plupart des travailleurs non qualifiés recevaient le salaire minimum vital, voire un salaire inférieur.⁸³

Les évolutions dans l'économie circulaire impliquent non seulement des transformations sectorielles majeures, mais présentent également de nouveaux enjeux et opportunités en matière de recrutement syndical. Afin d'alimenter le débat sur le rôle des syndicats dans l'économie circulaire, les sections ci-dessous fournissent un aperçu des conditions d'emploi dans l'économie circulaire. La tenue de recherches plus approfondies sur les conditions d'emploi dans l'économie circulaire est fortement recommandée.

4.3.1 Secteur du recyclage

En examinant de plus près les conditions de travail dans le secteur du recyclage, on aperçoit le côté obscur de l'économie circulaire. Les recherches qui ont été menées jusqu'à présent sur l'économie circulaire ont grandement négligé la main-d'œuvre du secteur du recyclage dans les pays du Nord. L'accent est mis sur la création d'emplois verts, mais on s'intéresse très peu aux conditions de ces emplois. On manque également de données statistiques sur la main-d'œuvre dans l'économie circulaire. Toutefois, des recherches novatrices sur les conditions de travail dans les centres de récupération des matériaux de déchets urbains solides (également appelés « matières sèches recyclables ») en Belgique et au Royaume-Uni ont montré qu'il s'agissait d'un « travail de fabrication difficile et sale – le type de travaux à la chaîne peu rémunérés qui ont quasiment disparu de l'Europe du Nord et de l'Ouest, après la délocalisation des usines en Asie ».⁸⁴ Les ouvriers qui opèrent dans la cabine de collecte travaillent souvent plus de huit heures par jour, avec très peu de pauses. L'environnement de travail est très bruyant et malodorant, et le travail monotone. Le personnel travaille dans un espace clos, et le tapis roulant défile à très haute vitesse. Ces recherches montrent également que la plupart des travailleurs des centres de récupération des matériaux sont des migrants rémunérés au salaire minimum.

On retrouve des conditions similaires dans une usine de recyclage textile au Royaume-Uni, où les vêtements sont triés par type et par niveau d'usure sur le tapis roulant. Certains vêtements sont destinés à la revente dans diverses parties du monde, tandis que d'autres sont transformés en chiffons industriels ou envoyés au recyclage des fibres. Les recherches menées par Botticello, Calestani et Crang (2016) dans une usine de recyclage au Royaume-Uni ont montré que la plupart des travailleurs étaient des femmes, toutes migrantes et principalement originaires d'Europe de l'Est, car c'est vers ces pays que la plupart des vêtements seront exportés.⁸⁵ Le travail est très exigeant physiquement car il requiert de rester debout longtemps et de suivre les tapis roulants, qui défilent vite. L'environnement de travail est poussiéreux et malodorant. C'est pourquoi les travailleurs sont nombreux à souffrir d'allergies à la poussière, d'écoulements nasaux et d'éternuements excessifs. Pour pouvoir sentir les matériaux, les travailleurs ne portent pas de gants, ce qui cause souvent des irritations cutanées.

4.3.2 Secteur informel du recyclage et de la réutilisation

En outre, il existe de nombreuses activités de recyclage informel, en particulier en Europe de l'Est et du Sud, mais aussi dans les pays du nord de l'Europe, par exemple par le biais des ramasseurs de bouteilles en Allemagne et au Danemark. Les recycleurs informels tirent leurs revenus de l'extraction d'objets jetés dans les décharges, les rues, les conteneurs, et parfois même directement dans les générateurs. Puis ils vendent les matériaux collectés aux chaînes de valeur. Ces activités de gestion informelle des déchets sont particulièrement répandues dans les pays du Sud. Par exemple, rien qu'en Amérique latine, quatre millions de personnes tireraient leurs revenus de la collecte, du transport et du tri de produits recyclables. Selon l'ONU Habitat, 25 à 50 pour cent des déchets recyclables en Amérique latine et dans les Caraïbes sont recyclés par des collecteurs de déchets informels.

La contribution du secteur informel aux activités de recyclage est totalement mise de côté dans le programme européen relatif à l'économie circulaire. Toutefois, plusieurs études ont montré qu'en Europe, les recycleurs informels géraient de nombreuses tonnes de déchets en dehors des décharges. Bien que l'on dispose de très peu de recherches sur l'économie informelle des déchets en Europe et qu'il soit très difficile d'obtenir des données fiables, les premières recherches montrent qu'il y aurait pas moins d'un million de réutilisateurs et recycleurs en Europe. D'une part, ces recycleurs informels contribuent donc grandement à l'économie circulaire. En effet, comme l'a montré une étude récente, un grand nombre de cannettes usagées sont collectées par les collecteurs informels, en particulier dans les pays tels que la Roumanie, la Grèce ou la Hongrie. L'étude estime que chaque collecteur informel amasse en moyenne 1,6 kilo de cannettes usagées par jour. De l'autre, en revanche, les revenus tirés par les recycleurs informels sont souvent supérieurs au salaire minimum car bien que ces personnes ne reçoivent pas de salaire, elles survivent du peu d'argent qu'elles gagnent en revendant les matériaux collectés. Elles sont également exposées à des risques plus importants en matière de santé et de sécurité car elles travaillent sans vêtements de protection. D'autant que le recyclage informel est principalement effectué par des personnes vulnérables. Scheinberg et al. (2016) ont montré que la plupart des collecteurs de déchets informels en Europe appartenaient à la communauté rom, étaient des migrants ou des réfugiés sans papiers d'identité officiels, des jeunes ou des personnes âgées, et/ou des sans-abri.

Syndicalisation dans l'économie informelle en Serbie

Entre 35 000 et 50 000 collecteurs informels travailleraient en Serbie. Ces chiffres ne sont pas comptabilisés dans les statistiques officielles. La plupart des collecteurs de déchets sont d'origine rom.

En 2011, 350 collecteurs de déchets ont fondé un syndicat des collecteurs de matières premières secondaires. Cette initiative est née du soutien du YUROM Center, association créée et gérée par des Roms qui travaille pour le compte des citoyens roms afin d'améliorer leur qualité de vie et de mettre fin aux discriminations dont ils sont victimes. Le syndicat se concentre sur la solidarité et l'assistance mutuelle entre collecteurs, l'amélioration de leur statut juridique et social, et leur inclusion dans le dialogue social aux niveaux local et national. En 2014, il comptait 1 500 membres parmi les collecteurs informels.

4.3 Santé et sécurité

Comme l'a souligné l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la gestion des déchets constitue une entreprise difficile et exigeante dans l'ensemble des pays européens, qui comporte d'importantes implications pour la santé humaine et le bien-être de la société en général.⁹⁷ Par conséquent, les travailleurs du secteur des déchets sont non seulement nos héros environnementaux, mais aussi des héros sanitaires et sécuritaires, qui sont prêts à mettre leur propre santé en péril pour effectuer leur travail. Et pourtant, leur travail est souvent déconsidéré et non reconnu. Par exemple, dans son rapport récent intitulé « Waste and human health: Evidence and needs » (Déchets et santé humaine : chiffres et besoins), l'OMS n'a porté presque aucune attention aux implications pour la santé des travailleurs du secteur des déchets.⁹⁸

Durant les différentes phases de la gestion des déchets, du nettoyage de la voie publique à l'élimination en passant par la collecte des déchets et le recyclage, les travailleurs sont exposés à des risques très graves. Ces risques pour la santé et la sécurité sont liés à a) la nature des déchets, car les travailleurs sont exposés à des matériaux, des substances chimiques, des vapeurs, des fumées et des émanations dangereux, et manipulent parfois des matières infectieuses ; b) le processus de travail, car les travailleurs sont souvent affectés par le niveau sonore, la force des vibrations, le poids des charges et la monotonie des tâches, et c) l'organisation du travail, car ils travaillent à un rythme soutenu et doivent gérer plusieurs tâches en même temps.⁹⁹

Les travailleurs du secteur des déchets sont tout à fait conscients des risques auxquels ils sont exposés. Cela se retrouve dans les données de l'Enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS – European Working Conditions Survey) de 2010, qui montre que les travailleurs du secteur de la gestion des déchets sont conscients des risques qu'ils prennent, tant pour leur santé que pour leur sécurité. Selon l'étude, 36,9 pour cent des travailleurs se déclarent d'accord avec la formule « mon travail met ma santé et ma sécurité en péril » et 33,9 pour cent ont le sentiment que leur santé est négativement impactée par leur travail. C'est un pourcentage bien plus élevé que dans tout autre secteur, même celui de l'industrie.¹⁰⁰

Tableau 3
Nombre de recycleurs et de réutilisateurs informels et niveau de recrutement syndical dans six pays européens

Ville et pays	Nombre	Organisation
Sofia, Bulgarie	Groupe divers d'au moins 2 000 collecteurs à Sofia. Des hommes et des femmes roms, ainsi que leurs jeunes enfants, collectent les déchets dans des décharges non conformes près des grandes villes.	Pas de recrutement syndical rapporté.
Grèce, y compris Athènes	Pas moins de 100 000 collecteurs de déchets en Grèce, y compris des collecteurs à temps partiel et saisonniers. Augmentation estimée de quarante pour cent dans la collecte des déchets depuis la crise économique.	La plus ancienne association de collecteurs de déchets compte 1 185 membres, qui se décrivent comme « principalement grecs musulmans »
Rome et autres grandes villes, Italie	60 000 à 80 000 collecteurs travaillent dans le commerce informel de réutilisation. Ils s'occupent du recyclage du métal et du plastique.	1 100 sont des réutilisateurs syndiqués et membres de Rete ONU.
Skopje, Macédoine	5 000 collecteurs de rue et de décharge ont été identifiés par un projet de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)	L'un des sous-groupes était organisé en coopératives entre 2005 et 2013.
Bucarest, Roumanie	Mille collecteurs de rue ramassent les cannettes en aluminium usagées. Ils collectent ces déchets dans les appartements, les bureaux, les marchés, les poubelles et les parcs.	Aucun recrutement syndical n'est organisé, il n'existe pas d'associations, de coopératives ou de syndicats efficaces permettant de représenter les recycleurs informels en Roumanie, et aucun acteur visible de la société civile ne défend leurs droits.
Belgrade et autres villes du sud, Serbie	35 000-50 000	Syndicat des collecteurs de matières premières secondaires. En 2014, il comptait 1 500 membres parmi les collecteurs informels.

Sources : Scheinberg et al. (2016) From Collision to Collaboration: Integrating Informal Recyclers and Re-Use Operators in Europe, A Review (De la collision à la collaboration – Intégration des recycleurs et des réutilisateurs informels en Europe : Analyse). Waste Management & Research (Gestion des déchets et recherches).⁹⁵ OIT (2014) Tackling informality in e-waste management: The potential of cooperative enterprises (Lutter contre la gestion informelle des déchets électroniques : Le potentiel des sociétés coopératives), p. 41-42. 2.⁹⁶

En outre, les données issues de l'EWCS 2010 montrent que le niveau d'exposition est très élevé. Par exemple, neuf pour cent des travailleurs du secteur des déchets affirment être exposés « en permanence » à de la fumée, à des émanations et à de la poussière (voir graphique 9).

De plus, le nombre d'accidents dans le secteur de la gestion des déchets est très élevé : le risque d'un accident au travail est 2,5 fois plus élevé dans le secteur de la gestion des déchets que la moyenne de tous les autres secteurs.¹⁰²

Malheureusement, on ne dispose que de très peu d'études détaillées fournissant des données sur la santé et la sécurité dans le secteur des déchets par pays. Pour le Royaume-Uni, il existe des données plus

Graphique 9
Exposition à des facteurs de risque physiques dans le secteur de la gestion des déchets – EWCS 2010



Source : EWCS, OSHWIKI.¹⁰¹

précises. Selon le dernier rapport du Health and Safety Executive (HSE – autorité britannique compétente en matière d’inspection du travail), quatorze blessures mortelles ont été dénombrées dans le secteur des déchets au Royaume-Uni. En moyenne, 5 000 travailleurs du secteur des déchets britannique sont blessés et 6 000 souffrent de maladies liées à leur travail. Le risque de feux de décharge et d’incendies sur les sites de recyclage est particulièrement élevé. En moyenne, plus de 300 incendies par an ont été dénombrés dans des centres de recyclage et de traitement des déchets entre 2001 et 2013.¹⁰³ En outre, il a été signalé qu’au Royaume-Uni, les blessures par objets tranchants étaient fréquentes au moment de trier les déchets pour le recyclage, à cause des aiguilles, des boîtes de conserve et d’autres objets contondants. Ces blessures peuvent entraîner des handicaps permanents et des infections. Toutefois, aucune statistique n’a été réalisée à ce sujet.¹⁰⁴



Ordures
ménagères

5. Entreprises

5.1 Les plus grandes entreprises en taille

Le tableau suivant compare les cinq plus grandes entreprises de gestion des déchets en Europe sur la base de leur chiffre d'affaires, de leur résultat avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA), de leur revenu net, du salaire de leur PDG et de leur nombre de salariés.

Il existe plusieurs façons de comparer les performances financières des entreprises. Les recettes correspondent au montant que rapportent leurs activités commerciales. Toutefois, elles n'incluent nullement les dépenses de l'entreprise. L'EBITDA est un indicateur utile car il indique les bénéfices de l'entreprise avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement. Comme il n'inclue pas les intérêts ni les charges fiscales, l'EBITDA constitue un outil de mesure intéressant de la rentabilité des entreprises pour des comparaisons au niveau international. Mais il a aussi ses limites. Les entreprises peuvent ajuster leur rentabilité en se servant de l'EBITA, qui restera toujours plus élevé que le revenu net déclaré. Le revenu net correspond au chiffres d'affaires/aux bénéfices totaux de l'entreprise, et constitue donc un indicateur bien plus précis de la rentabilité d'une entreprise. Le revenu net se calcule en prenant les recettes et en soustrayant le coût des activités commerciales, telles que la dépréciation, les intérêts, les impôts et autres dépenses. Néanmoins, deux des plus grandes entreprises du secteur des déchets européen ne déclarent pas leur revenu net dans leur bilan annuel, mais indiquent plutôt leur EBITA.

Tableau 4
Les plus grandes multinationales du secteur des déchets

Entreprise	Recettes	EBITDA	Revenus nets	Revenu du PDG	Nombre de salariés
Veolia	24,39 milliards €	3,05 milliards €	610 millions €	Salaire : 950 000 Prime : 953 553 Total : 1 903 553 €	163 226
Suez	15,3 milliards €	2,65 milliards €	622,8 millions €	Salaire : 750 000 € Prime : 940 292 € Avantages en nature : 10 373 € Total : 1 700 665 €	83 921
Remondis*	6,4 milliards €	/	398,24 mille €	/	Plus de 30 000
FCC	5 952 millions €	834 millions €	/	/	54 467
Alba	597 millions €	5,9 millions €	/	Salaire : 0,5 mil-lion € Prime : 45 000 € net	1 353

Source : données combinées des bilans annuels des entreprises pour 2016.

* Chiffres de 2015.

5.2 Veolia

Veolia est le premier acteur européen dans le secteur des déchets. Elle gère les déchets liquides, solides, dangereux et non dangereux tout au long du cycle de vie des déchets, de la collecte au recyclage en passant par la récupération de matériaux et d'énergie, et l'ensevelissement. En 2016, elle a exploité 45 tonnes métriques de déchets traités dans 591 centres de traitement des déchets.¹⁰⁵ Outre la gestion des déchets, Veolia fournit également des services publics dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et du transport.

De manière générale, les recettes de Veolia sont en augmentation, mais on observe un léger déplacement géographique. Tandis que les activités globales de Veolia sont en baisse en France, elles connaissent une forte croissance dans le reste de l'Europe et à travers le monde. La gestion des déchets est l'un des

secteurs les plus performants de Veolia, avec une croissance du chiffre d'affaires de 6,4 pour cent en 2016/2017.¹⁰⁶

En Europe, Veolia a signé deux nouveaux contrats de services importants dans le secteur des déchets, et renouvelé un contrat en 2016. Tous concernaient le Royaume-Uni.¹⁰⁷ Le projet le plus important est un contrat de traitement des déchets signé avec le Hertfordshire County Council (Conseil régional du Hertfordshire), qui devrait générer 1 679 millions d'euros de recettes sur une durée de trente ans. Veolia a également signé un contrat avec le Hampshire County Council (Conseil régional du Hampshire) pour la gestion des ordures ménagères et des centres de recyclage, qui devrait atteindre les 135 millions d'euros de recettes et s'étendre sur quinze ans. L'entreprise a également renouvelé un contrat avec le borough londonien de Camden pour 285 millions d'euros sur huit ans.

À l'échelle mondiale, Veolia a principalement étendu ses activités de gestion des déchets à l'Amérique latine.¹⁰⁸ Le plus gros contrat, qui a été signé en 2016 avec la ville de Tuluá, en Colombie, concernant la collecte des ordures ménagères, le traitement des déchets et le nettoyage de la voie publique, devrait atteindre les 43 millions d'euros de recettes et s'étendre sur dix ans. Veolia a également signé un contrat avec la ville de Rancagua, au Chili, concernant la collecte des déchets et le nettoyage de la voie publique, qui devrait générer 22 millions de recettes et s'étendre sur cinq ans. Au Brésil, l'entreprise a signé un contrat avec la ville de Florianópolis concernant la collecte et le traitement des déchets, d'une durée de seulement 2,5 ans, mais qui devrait générer 22 millions d'euros de recettes.

Dans son rapport financier annuel, Veolia présente ses stratégies commerciales.¹⁰⁹ Concernant le secteur des déchets, l'accent est mis sur la collecte, la récupération et l'incinération de déchets destinés à produire de l'énergie. Il apparaît clairement que Veolia vise à accroître son implication dans les activités lucratives de récupération et d'incinération, en particulier d'incinération de déchets destinés à produire de l'énergie. Face aux politiques d'instauration de l'économie circulaire et à la suppression progressive de l'enfouissement des déchets en Europe (voir section 3.2), la récupération et l'incinération des déchets deviennent les aspects les plus lucratifs de l'économie des déchets. En revanche, il convient de noter que la prévention des déchets est totalement absente des stratégies commerciales de Veolia.

Le PDG de Veolia, Antonie Frerot, a perçu un salaire de 1 903 553 euros en 2016.

VEOLIA, 2016

Recettes

24,39 milliards €

EBITDA

3,05 milliards €

Revenus nets

610 millions €

Revenu du PDG

Salaire : 950 000€

Prime : 953 553€

Total : 1 903 553€

Nombre de salariés

163 226

Type d'activité

Entreprise française à forte participation de l'État

Tableau 5
Répartition mondiale des recettes de Veolia

Δ à FX constant	2016					2017		
	Q1	Q2	H1	Q3	Q4	Q1	Q2	H1
France	+0.2%	-0.7%	-0.2%	-1.3%	-2.1%	-1.5%	-0.4%	-0.9%
Europe hors France	-0.9%	+0.3%	-0.3%	+0.6%	+1.5%	+7.2%	+4.4%	+5.9%
Reste du monde	-2.4%	+1.9%	-0.3%	+6.3%	+9.1%	+11.8%	+10.8%	+11.3%
Entreprises mondiales	-2.9%	-0.9%	-1.9%	-11.4%	-1.1%	-3.2%	+1.7%	-0.7%
Total	-2.1%	+0.1%	-1.0%	-1.7%	+1.9%	+4.5%	+4.4%	+4.4%
Total hors construction et énergie	+1.2%	+1.9%	+1.5%	+1.6%	+3.4%	+5.9%	+4.1%	+5.0%

Source : Veolia, 2017.

5.3 Suez

De manière générale, les activités de Suez sont en hausse. L'entreprise a accru ses recettes par rapport à 2015, où elles étaient de 15,1 milliards d'euros, soit légèrement inférieures.¹¹⁰ Elle a également augmenté son revenu net par rapport à l'année précédente (revenu net de 407 millions d'euros en 2015).¹¹¹ De plus, Suez a renforcé ses effectifs : elle employait 1 385 personnes de plus en 2016 qu'en 2015. Le nombre total de salariés est de 83 921, dont 61 064 en Europe. Autrement dit, plus de 72 pour cent de ses salariés se trouvent en Europe.¹¹²

Suez est principalement active dans la prestation de services de gestions des eaux et des déchets, à part quasiment égale. En 2016, 51 pour cent des recettes de Suez ont été générées dans le segment de l'eau et 49 pour cent dans le segment des déchets.¹¹³ La plupart des activités de gestion des déchets de Suez se trouvent en Europe (voir figure 7). En Europe, Suez est particulièrement active en France, dans les pays du Benelux et en Allemagne, où elle cherche à « maîtriser la chaîne de valeur, plutôt que de la déterminer ou de l'exploiter ».¹¹⁴ L'entreprise vise à étendre ses activités au Royaume-Uni, en particulier via les unités de récupération de l'énergie des déchets.¹¹⁵

Suez prévoit d'étendre ses activités de récupération de déchets en Europe. En tant que telle, elle est un défenseur de l'économie circulaire et, comme Veolia, elle voit d'importantes opportunités commerciales dans la récupération de matériaux et d'énergie des déchets.

Suez est convaincue que, comme elle s'aligne toujours plus sur la réglementation européenne, elle pourra étendre ses activités en Europe centrale et méditerranéenne, en particulier en Pologne et en République tchèque. Étant donné que les décharges sont encore très répandues dans ces pays, les opportunités commerciales sont nombreuses dans le domaine de l'incinération de déchets destinés à produire de l'énergie.

Le PDG de Suez est Jean-Louis Chaussade, dont le salaire est de 750 000 euros. En outre, il a reçu en 2016 une prime de 940 292 euros et 10 373 euros d'avantages en nature. Cela représente un revenu total de 1 700 665 euros en 2016.¹¹⁷

SUEZ

Recettes

15,3 milliards €

EBITDA

2 651 millions €

Revenus nets

420 millions €

Revenu du PDG

Salaire : 750 000 €

Prime : 940 292 €

Avantages en nature : 10 373 €

Total (2016) : 1 700 665 €

Nombre de salariés

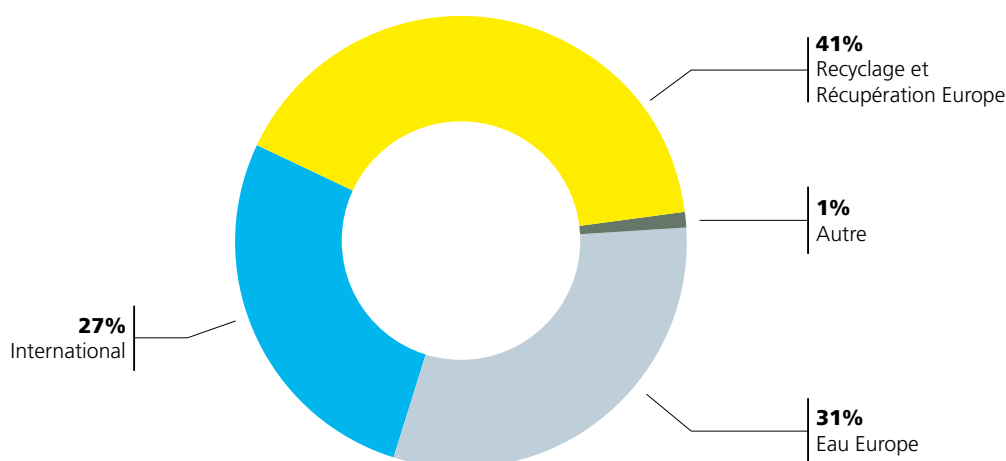
83 921

Type d'activité

Entreprise française à forte participation de l'État

Figure 7

Répartition des revenus consolidés du groupe au 31 décembre 2016.



Source : Suez, document de référence pour 2016.¹¹⁶

5.4 Remondis-Rethmann

L'entreprise Remondis fait partie du groupe Rethmann, qui est détenu par la famille Rethmann. Cette famille est l'une des dix familles les plus riches d'Allemagne, avec une richesse estimée à six milliards d'euros.¹¹⁸ Le groupe Rethmann affichait un chiffre d'affaires de 12 418 millions d'euros en 2015 et employait 64 456 personnes.

Remondis fait partie des principaux prestataires de services dans le secteur de l'eau et du recyclage à travers le monde. L'entreprise est présente dans plus de trente pays et compte plus de 800 sites à l'échelle mondiale. Ses principaux marchés sont l'Europe, en particulier l'Allemagne, et l'Asie. Elle occupe une position dominante sur le marché allemand et représente la troisième plus grande part de marché

en Europe.¹¹⁹ Remondis emploie plus de 32 000 salariés à travers le monde.¹²⁰

En Allemagne, le marché des déchets est segmenté. Les grandes entreprises dominent certains domaines. Remondis, par exemple, jouit d'une situation de monopole dans la gestion des déchets résiduels pour les provinces du Schleswig-Holstein et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.¹²¹

La tendance continue de remunicipalisation a fait perdre à Remondis des contrats particulièrement lucratifs. Comme souligné plus haut, le marché clé de Remondis a connu une vague de remunicipalisations dans le secteur de la gestion des déchets (voir section 2.3). Par exemple, la ville de Münster a remunicipalisé son usine de traitement des déchets mécanico-biologiques après expiration du contrat en mai 2015. Remondis exploitait cette usine depuis dix ans.¹²²

En outre, les activités de Remondis ont été impactées par la résiliation de partenariats public-privé (PPP). L'arrondissement d'Illm, par exemple, a racheté à Remondis 49 pour cent de la part de l'entreprise Ilmenauer Umweltdienst GmbH, exploitation locale de gestion des déchets, afin qu'elle redevienne publique à cent pour cent.¹²³

REMONDIS, 2015

Recettes
6 024 millions €

Revenus nets
398,24 mille €

Nombre de salariés
Plus de 32 000

Maison-mère
Rethmann Group

Type d'activité
Entreprise allemande traditionnelle privée

5.5 Fomento de Construcciones y Contratas (FCC)

Le groupe FCC a déclaré un résultat net attribuable de 153,5 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2017, un résultat bien meilleur que celui de 2016, où il avait accusé une perte de 179,4 millions d'euros sur la même période.¹²⁴ L'EBITDA est passé de 834 millions d'euros en 2015 à 834 euros en 2016. Au cours des neuf premiers mois de 2017, l'EBITDA a baissé de 2,6 pour cent.

FCC est principalement présent en Espagne, où le groupe réalise plus de la moitié de ses recettes (voir figure 8).

Les services environnementaux, dont fait partie la gestion des déchets, constituent l'activité principale de FCC. En 2016, plus de 51 pour cent de son EBITDA était issu de cette activité. Cepen-

FCC, 2016

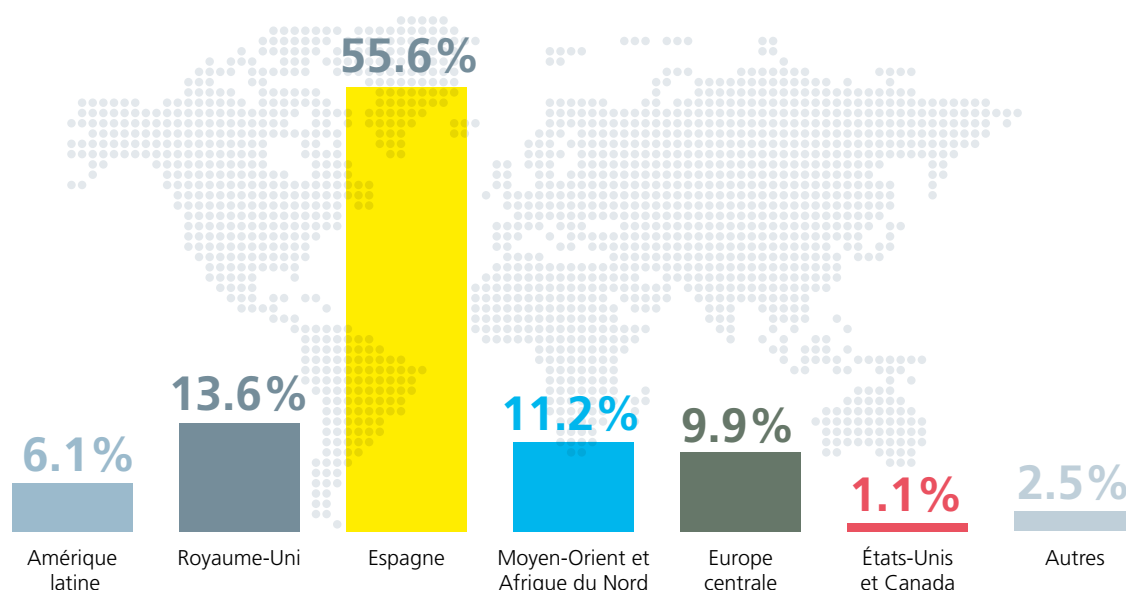
Recettes
5 952 millions €

Revenus nets
834 millions €

Nombre de salariés
54 467

Type d'activité
Société espagnole cotée en bourse

Figure 8
Recettes de FCC par région



Source : FCC, 2017.¹²⁵

dant, cela représentait une baisse de 3,8 pour cent par rapport à l'année précédente, principalement en raison de la dépréciation de la livre sterling et de la livre égyptienne.¹²⁶

FCC compte parmi ses actionnaires principaux : Inversora Carso, S.A. de C.V, qui détient 231 504 295 actions, soit 61,11 pour cent de la totalité des parts. Esther Koplowitz, qui est également présidente du groupe FCC, détient 75 807 584 actions, soit 20,01 pour cent de la totalité des parts. William H. Gates III, qui détient 21 729 431 actions, soit 5,73 pour cent de la totalité des parts.

FCC vise à extraire de l'énergie de ses activités de gestion des déchets. En 2017, le groupe a commandé sa neuvième usine d'extraction de l'énergie issue des déchets, destinée à alimenter le Worcestershire et le Hertfordshire, au Royaume-Uni. Le complexe a été dessiné, conçu et construit par Mercia Waste Management, entreprise détenue à cinquante pour cent par FCC.¹²⁷

Le nombre de salariés a légèrement diminué après la suppression de quelques emplois, principalement de travailleurs détachés. La part de travailleurs détachés a augmenté au cours des trois dernières années. Au total en 2016, le groupe comptait 54 467 salariés, dont seulement 9 438 étaient sous contrat à durée indéterminée et 7 846 sous contrat à durée déterminée, la grande majorité, 43 031, étant des travailleurs détachés. Autrement dit, près de 80 pour cent de la main-d'œuvre était des travailleurs détachés.¹²⁸ « Travailleur détaché » désigne un salarié (ou groupe de salariés) temporairement affecté à une tâche pour une autre organisation ou un autre service de l'employeur. D'autres recherches seront nécessaires pour déterminer pourquoi FCC compte une large majorité de travailleurs détachés. Les raisons en sont diverses. Une possibilité peut être la pratique de sous-traitance de FCC, car le groupe travaille en collaboration avec de nombreux sous-traitants.¹²⁹ Conformément au droit espagnol (article 44 du Statut des travailleurs), le travail en sous-traitance est régi par les mêmes conditions. Autrement dit, tous les avantages contractuels doivent suivre le salarié en cas de transfert (par exemple les engagements de retraite, les indemnités de déplacement, l'assurance médicale, les tickets-repas et garderie) et le sous-traitant doit continuer de respecter les conditions fixées dans la convention collective applicable.¹³⁰ Toutefois, il est possible de structurer un emploi en tant que détachement, en particulier à court terme. Et le droit espagnol ne stipule pas clairement si oui ou non, les travailleurs détachés sont couverts par l'article 44 du Statut des travailleurs.¹³¹ C'est pourquoi il est possible que FCC recourt à des travailleurs détachés pour contourner les lois de protection sociale et les conventions collectives. Une autre possibilité, c'est que FCC détache ses salariés pour effectuer des travaux temporaires dans d'autres pays.

En 2016, FCC a dépensé 1 389 944 euros de salaires (hors charges sociales).¹³²

En 2016, six décès ont été dénombrés des suites d'accidents du travail.

Ces dernières années, FCC a régulièrement changé de PDG. En 2015, le PDG était Juan Béjar Ochoa, qui a été remplacé par Carlos M. Jarque en 2016. En septembre 2017, Pablo Colio a remplacé M. Jarque. Les salaires des PDG ne sont pas divulgués au public.

5.6 Alba Group

En 2016, le chiffre d'affaires d'Alba a fortement baissé par rapport à 2015, passant d'un milliard d'euros en 2015 à 597 millions en 2016. Mais dans le même temps, son revenu net a plus que doublé, passant de onze millions d'euros en 2015 à 28 millions en 2016. Cela s'explique par la chute des cours mondiaux des métaux, qui ont contraint le groupe à vendre un certain nombre de sites en Allemagne, tout en étendant et accroissant ses investissements en Chine.

Alba est principalement présent en Allemagne, où il est spécialisé dans le recyclage des déchets résiduels en métal. Il présente une forte concentration sur le marché des déchets résiduels en Allemagne de l'Est. À l'international, Alba étend principalement ses activités en Chine, en partenariat avec la famille Deng qui détient l'entreprise Techcent. En Chine, Alba opère dans le recyclage des composants électroniques et des métaux, principalement pour le recyclage automobile. En Allemagne, Alba tient à rester un site de recyclage clé en Europe.¹³³

Sur ses 1 353 salariés, la majorité (784 travailleurs) travaillent dans le recyclage de l'acier et du métal, tandis que les 569 autres sont employés dans d'autres services. Alba a réduit ses effectifs en 2016.¹³⁴

Le PDG d'Alba est Axel Schweitzer. Comme les deux autres membres du conseil d'administration, il perçoit 0,5 million d'euros par an. En outre, le président, Axel Schweitzer, reçoit 45 000 euros nets de prime.¹³⁵

ALBA, 2016

Recettes

597 millions €

EBITDA

5,9 millions €

Revenus nets

28 millions €

Nombre de salariés

1 353

Maison-mère

Alba Group

Type d'activité

Entreprise alle-mande
traditionnelle privée



amiat
Gruppo Iren
Contact Center
800 017 277

6. Dialogue social

6.1 Structure du secteur

La Fédération européenne des activités de la dépollution et de l'environnement (FEAD) représente le secteur privé de la gestion des déchets et des ressources en Europe. Ses membres sont les associations nationales de gestion des déchets de 19 États membres, ainsi que de Norvège et de Serbie. Le conseil exécutif de la FEAD se compose des directeurs et des directeurs généraux d'associations nationales clés de la gestion des déchets (actuellement de la BDE en Allemagne, de l'ESA au Royaume-Uni, de la DWMA aux Pays-Bas, de la VOEB en Autriche, de la FNADE en France, de l'ASEGRE en Espagne, de la SRI en Suède et de la FISE en Italie).

La FEAD est un acteur majeur de la défense de l'économie circulaire en Europe. Dans sa stratégie 2014-2020 pour une économie circulaire,¹³⁶ la FEAD appelle notamment à :

- L'établissement d'une concurrence équitable entre prestataires publics et privés de services de gestion des déchets et de recyclage afin de permettre au secteur privé d'investir dans l'économie circulaire ;
- L'ouverture des marchés de la gestion des ordures ménagères à la concurrence d'entreprises privées.

La FEAD fait également pression au niveau européen pour une plus faible implication du secteur public sur le marché du recyclage. Dans un document de position publié en mars 2017, avant le vote en plénière du Parlement européen sur le paquet « Économie circulaire », la FEAD a déclaré qu'elle observait « une tendance claire à l'augmentation des activités du secteur public sur le marché du recyclage dans plusieurs États membres, ce qui entraîne un financement par subventions croisées, sans appel d'offres ou avec appels d'offres restrictifs pour ces services ». Avant de conclure qu'elle appelait à une plus grande concurrence et implication du secteur privé.¹³⁷

Municipal Waste Europe est l'organisation européenne représentante des associations du secteur public impliquées dans le secteur des déchets. Ses membres sont des associations publiques du secteur des déchets. Municipal Waste Europe préconise l'adoption d'une approche de gestion des déchets qui minimise l'impact des déchets sur l'environnement et promeut une utilisation efficace des ressources, en tenant compte des spécificités locales.¹³⁸ Municipal Waste Europe est favorable à l'économie circulaire et a particulièrement milité en faveur du nouveau paquet « Économie circulaire » lorsque la Commission européenne a rédigé son premier projet de paquet législatif en 2014.¹³⁹ Municipal Waste Europe favorise la coopération intercommunale et les coopérations public-privé.¹⁴⁰

Le Centre européen des employeurs et entreprises fournissant des services publics et d'intérêt public (CEEP) représente les employeurs et les entreprises qui fournissent des services publics.¹⁴¹ Le CEEP milite en faveur des services publics en Europe. En outre, le CEEP prône une approche circulaire plutôt que linéaire de l'économie des déchets, et appelle en particulier à une interdiction rapide de l'enfouissement des déchets.¹⁴²

Le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) est une association européenne de gouvernements locaux et régionaux qui défend les intérêts des collectivités territoriales en tant qu'employeurs. Le CCRE est un partenaire consulté lors de chaque initiative européenne relative aux conditions de travail et à l'organisation du travail. Permettant le dialogue social européen entre autorités locales et régionales, il collabore avec la FSESP afin de négocier et de convenir de solutions communes concernant les politiques sociales européennes.¹⁴³

6.2 Dialogue social européen

Les comités d'entreprise européens (CEE) sont un aspect fondamental du dialogue social au niveau européen.

Via les CEE, les représentants des travailleurs sont informés et consultés au niveau européen par la direction centrale de leur employeur sur l'évolution de l'entreprise et toute décision majeure pouvant affecter les travailleurs. Si une entreprise emploie au moins mille salariés dans l'Espace économique euro-



péen (EEE) et au moins 150 salariés dans deux États membres, l'entreprise ou les salariés peuvent établir un comité d'entreprise européen. Le droit de fonder un CEE a été introduit par la directive 94/45/CE.

Les CEE constituent un outil important des relations sociales au niveau européen, car ils améliorent considérablement la circulation d'informations entre les travailleurs et la direction, permettant la consultation des travailleurs sur des questions transfrontalières majeures.

Au total, il existe actuellement 1 094 CEE (chiffre de juin 2016). Malgré la croissance constante du nombre de CEE d'année en année, cette croissance reste modérée et depuis peu, elle s'inverse même progressivement.¹⁴⁴

Les cinq entreprises du secteur des déchets analysées dans ce rapport remplissent les critères nécessaires à l'établissement de CEE. Toutefois, seules deux d'entre elles, Veolia et Suez, comptent un CEE. À ce jour, FCC, Remondis et Alba n'ont pas établi de CEE.

Au niveau national, Alba tente activement d'empêcher l'établissement d'un comité d'entreprise en Allemagne. Conformément à la loi, les salariés en Allemagne ont le droit d'élire un comité d'entreprise devant être consulté sur certaines questions spécifiques et de soumettre des propositions à la direction. En 2015, la Hans-Böckler-Stiftung (Fondation Hans Böckler) a établi qu'Alba avait créé une « société semi-étrangère » pour s'assurer qu'aucun représentant des travailleurs ne puisse siéger au conseil de surveillance de l'entreprise.¹⁴⁵

Concernant les fonctionnaires du secteur des déchets, des négociations collectives ont été engagées au sein du Comité sectoriel sur le dialogue social européen pour les collectivités locales et régionales. Le Comité sectoriel sur le dialogue social européen pour les collectivités locales et régionales a été établi par la Commission européenne en 2004. Y siègent la FSESP et le CCRE, les plus importants représentants européens des employeurs et des salariés du secteur.¹⁴⁶



7. Conclusion

Le présent rapport a été commandé par la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) afin d'informer les participants de l'atelier intitulé « The future of the waste sector in Europe: challenges and opportunities for workers » (L'avenir du secteur des déchets en Europe : enjeux et possibilités pour les travailleurs), qui se tiendra le 7 décembre 2017 à Bruxelles. Ses principales conclusions sont les suivantes :

- La séparation public-privé demeure dans le secteur des déchets. On observe des cas de poursuite des privatisations dans certains États membres, et de remunicipalisation dans d'autres.
- La remunicipalisation est une tendance principalement observée en Allemagne, où elle a eu un impact positif sur les prix à la consommation de la collecte des déchets, et ouvert la voie à une amélioration des conditions de travail.
- Le paquet « Économie circulaire » promeut une plus grande réduction de l'enfouissement des déchets. C'est pourquoi on s'attend à une augmentation de l'incinération des déchets et du recyclage. Cela aura un impact significatif sur l'emploi dans le secteur des déchets.
- L'emploi dans le secteur des déchets est en augmentation. En 2014, 1,1 million d'équivalents temps plein étaient employés dans le secteur. Cela équivaut à une augmentation de 36 pour cent du taux d'emploi depuis 2000.
- L'emploi dans le secteur de la gestion des déchets n'est pas équitablement réparti entre les pays. La plupart des emplois du secteur se trouvent en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie, en France et en Espagne. On s'attend à ce que les emplois créés dans le cadre de la transition vers une économie circulaire bénéficient principalement à ces mêmes pays.
- La plupart des emplois dans le secteur des déchets concernent la collecte. La récupération de matériaux offre bien moins d'opportunités professionnelles. Il semblerait également que l'accroissement du recyclage ne s'accompagne pas d'une augmentation significative de l'emploi. Moins de 200 000 personnes travaillent dans la récupération de matériaux et la croissance de l'emploi n'a été que de 1,3 pour cent entre le début de 2013 et la fin 2014. Toutefois, le tableau change totalement si on tient compte du secteur informel. On estime à près d'un million le nombre de personnes travaillant dans le secteur informel du recyclage et de la réutilisation en Europe.
- À ce jour, peu de recherches ont été effectuées sur les conditions de travail des personnes employées dans le secteur de la gestion des déchets et l'économie circulaire en général.
- L'économie circulaire est synonyme de nouveaux enjeux et possibilités pour les syndicats. Le recyclage constitue un aspect important de la transition vers une économie circulaire, et doit donc être encouragé. Nous recommandons d'effectuer davantage de recherches sur les conditions de travail dans les centres de recyclage car les recherches initiales sur les usines de recyclage en Europe du Nord et centrale ont montré que les conditions de travail étaient généralement mauvaises, que les employeurs tiraient avantage d'une main-d'œuvre principalement immigrée et que les salaires étaient faibles. La syndicalisation de ces travailleurs permet de faciliter la transition vers une économie circulaire non seulement durable, mais aussi non exploitante.
- D'autres enjeux et opportunités majeurs de renforcement des travailleurs dans l'économie circulaire résident dans le secteur informel. Étant donné la probabilité qu'un bien plus grand nombre de personnes travaillent dans le secteur informel que le secteur formel de recyclage, il est absolument essentiel d'intégrer ces travailleurs dans l'économie formelle. Si le recyclage était perçu comme un service public important, on pourrait créer des emplois aux conditions de travail améliorées dans le secteur public. Les collecteurs informels de déchets pourraient alors être employés dans le secteur public. Plusieurs organisations, en particulier dans le sud et l'est de l'Europe, ont été créées pour représenter les intérêts des travailleurs informels des déchets, qui pourraient constituer des alliés de poids pour les syndicats du secteur public.



8. Remarques

- ¹ Parlement européen (2017) Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne), p. 31. Consultable à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU\(2017\)581913_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU(2017)581913_EN.pdf)
- ² http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Municipal_waste_landfilled,_incinerated,_recycled_and_composted_in_the_EU-27,_1995_to_2015_update.png
- ³ Parlement européen (2017) Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne), p. 32. Consultable à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU\(2017\)581913_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU(2017)581913_EN.pdf)
- ⁴ Parlement européen (2017) Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne), p. 33. Consultable à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU\(2017\)581913_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU(2017)581913_EN.pdf)
- ⁵ Parlement européen (2017) Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne), p. 31. Consultable à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU\(2017\)581913_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU(2017)581913_EN.pdf)
- ⁶ Parlement européen (2017) Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne), p. 99. Consultable à l'adresse suivante : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU\(2017\)581913_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/581913/EPRS_STU(2017)581913_EN.pdf)
- ⁷ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 22. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ⁸ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 22. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ⁹ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 22. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ¹⁰ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 24. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ¹¹ PSIRU (2012), Public and Private Sector Efficiency (Efficacité des secteurs public et privé). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.psir.org/sites/default/files/2014-07-EWGHT-efficiency.pdf>
- ¹² Bel, G./Fageda, X. et Warner, M. (2010) Is private production of public services cheaper than public production? A meta-regression analysis of solid waste and water services (La prestation privée de services d'intérêt public est-elle réellement moins coûteuse que la prestation publique ? Une analyse méta-régressive des services de gestion des eaux et des déchets solides), p. 575. Consultable à l'adresse suivante : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/pam.20509/full>
- ¹³ Commission européenne (2004) Resource Book on PPP Case Studies (Livre de référence des études de cas sur les partenariats public-privé), p. 77. Consultable à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/guides/pppresourcebook.pdf
- ¹⁴ PSIRU (2012), Public and Private Sector Efficiency (Efficacité des secteurs public et privé). <http://www.psir.org/sites/default/files/2014-07-EWGHT-efficiency.pdf>
- ¹⁵ Bel, G. et Warner, M. (2008) Does privatization of solid waste and water services reduce costs? A review of empirical studies (La privatisation des services de gestion des eaux et des déchets solides permet-elle véritablement de réduire les coûts ? Analyse d'études empiriques. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921344908001195>

- ¹⁶ Nicastro, C. (n.d.) Sardinia demonstrates that islands can achieve zero waste (La Sardaigne est la preuve que les îles peuvent atteindre le « zéro déchet »). Consultable à l'adresse suivante : <https://www.zerowasteurope.eu/2017/07/sardinia-proves-that-zero-waste-is-possible-on-islands-too/>
- ¹⁷ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 23. Consultable à l'adresse suivante : <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/999dcc69-e2cc-11e6-ad7c-01aa75ed71a1>
- ¹⁸ Hall, D. (2015) Pourquoi les partenariats public-privé (PPP) ne fonctionnent pas : les différents avantages de l'alternative publique, p. 7. Consultable à l'adresse suivante : http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/rapport_fr_56pages_a4_lr.pdf
- ¹⁹ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 34. Consultable à l'adresse suivante : <https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/999dcc69-e2cc-11e6-ad7c-01aa75ed71a1>
- ²⁰ Hall, D. (2015) Pourquoi les partenariats public-privé (PPP) ne fonctionnent pas : les différents avantages de l'alternative publique, p. 31. Consultable à l'adresse suivante : http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/rapport_fr_56pages_a4_lr.pdf
- ²¹ Commission européenne (2016) La Commission européenne et la BEI présentent le guide pratique sur le traitement Eurostat des PPP [Communiqué de presse]. Consultable à l'adresse suivante : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-3209_fr.htm
- ²² http://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/excessive_deficit_procedure.html?locale=fr
- ²³ BEI et epec (2017) Market Update Review of the European PPP Market in 2016 (Analyse du marché européen des PPP en 2016), p. 3. Consultable à l'adresse suivante : http://www.eib.org/attachments/epec/epec_market_update_2016_en.pdf
- ²⁴ BEI et epec (2017) Market Update Review of the European PPP Market in 2016 (Analyse du marché européen des PPP en 2016), p. 1. Consultable à l'adresse suivante : http://www.eib.org/attachments/epec/epec_market_update_2016_en.pdf
- ²⁵ Commission européenne (2016) Public Private Partnerships in Member States (Partenariats public-privé au sein des États membres) [Power Point de Mirco Tomasi], diapositive 3. Consultable à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/economy_finance/events/2016/20160302-pfn/documents/03_tomasi_presentation_on_en.pdf
- ²⁶ BEI et epec (2017) Market Update Review of the European PPP Market in 2016 (Analyse du marché européen des PPP en 2016), p. 2. Consultable à l'adresse suivante : http://www.eib.org/attachments/epec/epec_market_update_2016_en.pdf
- ²⁷ Hall, D. (2015) Pourquoi les partenariats public-privé (PPP) ne fonctionnent pas : les différents avantages de l'alternative publique, p. 42. Consultable à l'adresse suivante : http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/rapport_fr_56pages_a4_lr.pdf
- ²⁸ Resource (19 janvier 2017) Sheffield votes to rip up 35-year Veolia contract (Sheffield vote la résiliation d'un contrat de 35 ans avec Veolia). Consultable à l'adresse suivante : <http://resource.co/article/sheffield-votes-rip-35-year-veolia-contract-11620>
- ²⁹ GMB (17 juillet 2017) Leaked emails prove Veolia diverting recycling waste to incinerator (Des emails divulgués révèlent que Veolia dévie des déchets recyclables vers l'incinérateur). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.gmb.org.uk/newsroom/veolia-leaked-email>
- ³⁰ Resource (3 août 2017) Veolia confident of avoiding Sheffield waste contract cancellation (Veolia confiante face à la menace de résiliation de son contrat de gestion des déchets par Sheffield). Consultable à l'adresse suivante : <http://resource.co/article/veolia-confident-avoiding-sheffield-waste-contract-cancellation-12011>
- ³¹ FM World (24 août 2017) Manchester waste authority quits PFI deal with Viridor Laing (L'autorité de gestion des déchets de Manchester résilie son initiative de financement privé avec Viridor Laing). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.fm-world.co.uk/news/manchester-waste-authority-quits-pfi-deal-with-viridor-laing/>
- ³² Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 35. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ³³ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 25. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ³⁴ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 73. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>

- ³⁵ Hall, D. (2015) Pourquoi les partenariats public-privé (PPP) ne fonctionnent pas : les différents avantages de l'alternative publique, p. 32. Consultable à l'adresse suivante : http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/rapport_fr_56pages_a4_lr.pdf
- ³⁶ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 48. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ³⁷ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 55. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ³⁸ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 72. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ³⁹ Hall, D. (2015) Pourquoi les partenariats public-privé (PPP) ne fonctionnent pas : les différents avantages de l'alternative publique, p. 38. Consultable à l'adresse suivante : http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/rapport_fr_56pages_a4_lr.pdf
- ⁴⁰ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 13. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ⁴¹ Friederiszick, H. et Reinhold, S. (2016) Rekommunalisierung und Wettbewerb in der Entsorgungswirtschaft: Trends, Erklärungen und wettbewerbspolitische Implikationen (Remunicipalisation et concurrence dans le secteur des déchets : tendances, explications et implications en termes de concurrence). ESMT White Paper (Livre blanc) No. WP-16-01. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.daserste.de/information/wirtschaft-boerse/plusminus/sendung/hr/rekommunalisierung-muellentsorger-100.pdf>
- ⁴² Bockers, V. et Hardorp, L. et al. (2016) Wettbewerb in der Restmüllfassung: Eine empirische Analyse der Anbieterstruktur (Concurrence dans la collecte des déchets résiduels : analyse empirique de la structure de l'offre). Ordnungspolitische Perspektiven (Perspectives réglementaires) N° 85, p. 1. Consultable à l'adresse suivante : http://www.dice.hhu.de/fileadmin/redaktion/Fakultaeten/Wirtschaftswissenschaftliche_Fakultaet/DICE/Ordnungspolitische_Perspektiven/85_OP_Boeckers_Hardorp_Haucap_Heimeshoff_Goesser_Thorwarth.pdf
- ⁴³ Friederiszick, H., Reinhold, S. et al. (2016) Rekommunalisierung und Wettbewerb in der Entsorgungswirtschaft: Trends, Erklärungen und wettbewerbspolitische Implikationen (Remunicipalisation et concurrence dans le secteur des déchets : tendances, explications et implications en termes de concurrence). ESMT White Paper (Livre blanc) No. WP-16-01, p. 44. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.daserste.de/information/wirtschaft-boerse/plusminus/sendung/hr/rekommunalisierung-muellentsorger-100.pdf>
- ⁴⁴ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 25. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ⁴⁵ Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 26. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- ⁴⁶ Friederiszick, H. et Reinhold, S. (2016) Rekommunalisierung und Wettbewerb in der Entsorgungswirtschaft: Trends, Erklärungen und wettbewerbspolitische Implikationen (Remunicipalisation et concurrence dans le secteur des déchets : tendances, explications et implications en termes de concurrence). ESMT White Paper (Livre blanc) No. WP-16-01, p. 19. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.daserste.de/information/wirtschaft-boerse/plusminus/sendung/hr/rekommunalisierung-muellentsorger-100.pdf>
- ⁴⁷ Friederiszick, H. et Reinhold, S. (2016) Rekommunalisierung und Wettbewerb in der Entsorgungswirtschaft: Trends, Erklärungen und wettbewerbspolitische Implikationen (Remunicipalisation et concurrence dans le secteur des déchets : tendances, explications et implications en termes de concurrence). ESMT White Paper (Livre blanc) No. WP-16-01, p. 19. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.daserste.de/information/wirtschaft-boerse/plusminus/sendung/hr/rekommunalisierung-muellentsorger-100.pdf>
- ⁴⁸ Kramer, G. et Weingarten, J. et al. (2017) Branchen Analyse Abfallwirtschaft (Analyse sectorielle de la gestion des déchets). Hans-Böckler-Stiftung (Fondation Hans Böckler). N° 354, p. 140. Consultable à l'adresse suivante : https://www.boeckler.de/pdf/p_study_hbs_354.pdf

- 49 Terzic, L. (2017) Re-municipalisation in Germany and Austria: What does it mean for employees? (Remunicipalisation en Allemagne et en Autriche : Quelles implications pour les salariés ?) Dans : Reclaiming Public Services. How cities and citizens are turning back privatisation (Se réappropriier les services publics. Comment les villes et les citoyens se détournent de la privatisation), p. 89. Consultable à l'adresse suivante : https://www.tni.org/files/publication-downloads/chapter_5_reclaiming_public_services_11_09_0.pdf
- 50 <http://www.wrap.org.uk/about-us/about/wrap-and-circular-economy>
- 51 https://www.foeeurope.org/sites/default/files/materials_and_waste/2015/walking_the_circle.pdf
- 52 Kramer, G. et Weingarten, J. et al. (2017) Branchen Analyse Abfallwirtschaft (Analyse sectorielle de la gestion des déchets). Hans-Böckler-Stiftung (Fondation Hans Böckler). N° 354, p. 40. Consultable à l'adresse suivante : https://www.boeckler.de/pdf/p_study_hbs_354.pdf
- 53 <https://www.suez.com/fr/Notre-groupe/Un-leader-mondial/Notre-strategie>
- 54 <https://www.theguardian.com/-circular-economy-zone>
- 55 Commission européenne (2014) Vers une économie circulaire : programme « zéro déchet » pour l'Europe, p. 6.
- 56 Euractiv (15 janvier 2015) Commission push against red tape scores points in Parliament (L'offensive de la Commission contre les formalités administratives marque des points au Parlement). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.euractiv.com/section/science-policy/news/commission-push-against-red-tape-scores-points-in-parliament/>
- 57 Commission européenne (2015) Boucler la boucle – Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire. Consultable à l'adresse suivante : http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:8a8ef5e8-99a0-11e5-b3b7-01aa75ed71a1.0012.02/DOC_1&format=PDF
- 58 Euractiv (2 décembre 2015) New Circular Economy Package to create fewer jobs than axed bill it replaced (Le nouveau paquet « Économie circulaire » prévoit moins de créations d'emplois que le projet supprimé qu'il remplace). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.euractiv.com/section/science-policy/news/new-circular-economy-package-to-create-fewer-jobs-than-axed-bill-it-replaced/>
- 59 Commission européenne (2015) « Boucler la boucle – Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire », p. 10. Consultable à l'adresse suivante : http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:8a8ef5e8-99a0-11e5-b3b7-01aa75ed71a1.0012.02/DOC_1&format=PDF
- 60 Commission européenne (2015) « Boucler la boucle – Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire », p. 20. Consultable à l'adresse suivante : http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:8a8ef5e8-99a0-11e5-b3b7-01aa75ed71a1.0012.02/DOC_1&format=PDF
- 61 Commission européenne (2014) Vers une économie circulaire : programme « zéro déchet » pour l'Europe, p. 6. Consultable à l'adresse suivante : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52014DC0398>.
- 62 Commission européenne (2015) « Boucler la boucle – Un plan d'action de l'Union européenne en faveur de l'économie circulaire », p. 20. Consultable à l'adresse suivante : http://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:8a8ef5e8-99a0-11e5-b3b7-01aa75ed71a1.0012.02/DOC_1&format=PDF.
- 63 http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Environmental_economy_-_employment_and_growth
- 64 https://www.econdb.com/series/SBS_SC_IND_R2.00A92170EF35828.Y.EU27/
- 65 https://www.econdb.com/series/SBS_SC_IND_R2.00A92170EF35828.Y.EU28/
- 66 Fischer C. et al. (2011) Green Economy and Recycling in Europe (L'économie verte et le recyclage en Europe), ETC/SCP, p. 34. Consultable à l'adresse suivante : http://scp.eionet.europa.eu/publications/2011_wp5/wp/2011_wp5/wp/WP2011_5
- 67 WRAP (2015) Economic Growth Potential of More Circular Economies (Potentiel de croissance des économies circulaires), p. 7. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.wrap.org.uk/content/economic-growth-potential-more-circular-economies>
- 68 Parlement européen (2017) Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne), p. 82. Consultable à l'adresse suivante : Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne)
- 69 http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Waste_management_indicators
- 70 Commission européenne (2016) Legal Assistance on the application of public procurement rules in the waste sector (Assistance juridique concernant l'application des règles relatives aux marchés publics dans le secteur des déchets), p. 22. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.bde.de/assets/public/Dokumente/Europa/MP/Legal-Assistance-on-the-application-of-public-procurement-rules-in-the-waste-sector.pdf>
- 71 http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Environmental_economy_-_employment_and_growth
- 72 https://www.econdb.com/series/SBS_SC_IND_R2.00A92170EE35828.Y.EU28/
- 73 WRAP (2015) Economic Growth Potential of More Circular Economies (Potentiel de croissance des économies circulaires), p. 7. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.wrap.org.uk/content/economic-growth-potential-more-circular-economies>
- 74 Mitchell, P. et James, K. (2015) Economic Growth Potential of More Circular Economies (Potentiel de croissance des économies circulaires). WRAP. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.ciwm-journal.co.uk/wordpress/wp-content/uploads/2015/09/ECONOMIC-GROWTH-POTENTIAL-OF-MORE-CIRCULAR-ECONOMIES-FINAL-v04.09.20151.pdf>
- 75 https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/european-semester/framework/draft-europe-2020-strategy/europe-2020-targets-statistics-and-indicators-eu-level_en

- ⁷⁶ WRAP (2015) Economic Growth Potential of More Circular Economies (Potentiel de croissance des économies circulaires), p. 21-22. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.wrap.org.uk/content/economic-growth-potential-more-circular-economies>
- ⁷⁷ Parlement européen (2017) Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne), p. 82. Consultable à l'adresse suivante : Towards a circular economy – Waste management in the EU (Vers une économie circulaire – La gestion des déchets dans l'Union européenne)
- ⁷⁸ WRAP (2015) Economic Growth Potential of More Circular Economies (Potentiel de croissance des économies circulaires), p. 31. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.wrap.org.uk/content/economic-growth-potential-more-circular-economies>
- ⁷⁹ Green Alliance (2016) Job quality in a circular economy (Qualité de l'emploi dans une économie circulaire). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.green-alliance.org.uk/resources/Job%20quality%20in%20a%20circular%20economy.pdf>
- ⁸⁰ Green Alliance (2016) Job quality in a circular economy (Qualité de l'emploi dans une économie circulaire). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.green-alliance.org.uk/resources/Job%20quality%20in%20a%20circular%20economy.pdf>
- ⁸¹ Green Alliance (2016) Job quality in a circular economy (Qualité de l'emploi dans une économie circulaire). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.green-alliance.org.uk/resources/Employment%20and%20the%20circular%20economy.pdf>, p. 11
- ⁸² Resolution Foundation (2016) Faibles salaires au Royaume-Uni, p. 5. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.resolutionfoundation.org/app/uploads/2016/10/Low-Pay-Britain-2016.pdf>
- ⁸³ Syed, A. et al. (2016) Analysis of the distribution of earnings across the UK using Annual Survey of Hours and Earnings (ASHE) data 2016 (Analyse de la répartition des revenus au Royaume-Uni à l'aide des données 2016 de l'Annual Survey of Hours and Earnings (ASHE – Étude annuelle des horaires et des revenus), 2016, p. 11. Consultable à l'adresse suivante : <https://www.ons.gov.uk/employmentandlabourmarket/peopleinwork/earningsandworkinghours/articles/analysisofthedistributionofearningsacrosstheukusingashedata/2016>
- ⁸⁴ Botticello, Calestani, Crang et al. (2016) Doing the 'dirty work' of the green economy: Resource recovery and migrant labour in the EU (Faire le « sale boulot » de l'économie verte : récupération de ressources et emploi des travailleurs migrants dans l'UE). European Urban and Regional Studies (Études urbaines et régionales européennes). Consultable à l'adresse suivante : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0969776414554489>
- ⁸⁵ Botticello, Calestani, Crang et al. (2016) Doing the 'dirty work' of the green economy: Resource recovery and migrant labour in the EU (Faire le « sale boulot » de l'économie verte : récupération de ressources et emploi des travailleurs migrants dans l'UE). European Urban and Regional Studies (Études urbaines et régionales européennes). Consultable à l'adresse suivante : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0969776414554489>
- ⁸⁶ Lethbride, J. (2017) Municipal Solid Waste Management Services in Latin America (Services de gestion des déchets urbains solides en Amérique latine), Internationale des services publics (ISP), p. 27.
- ⁸⁷ Lethbride, J. (2017) Municipal Solid Waste Management Services in Latin America (Services de gestion des déchets urbains solides en Amérique latine), Internationale des services publics (ISP), p. 27.
- ⁸⁸ Scheinberg, A. (2016) From collision to collaboration – Integrating informal recyclers and re-use operators in Europe: A review (De la collision à la collaboration – Intégration des recycleurs et des réutilisateurs informels en Europe : Analyse). Consultable à l'adresse suivante : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0734242X16657608>
- ⁸⁹ Scheinberg, A. (2016) From collision to collaboration – Integrating informal recyclers and re-use operators in Europe: A review (De la collision à la collaboration – Intégration des recycleurs et des réutilisateurs informels en Europe : Analyse), p. 820. Consultable à l'adresse suivante : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0734242X16657608>
- ⁹⁰ Scheinberg, A. (2016) From collision to collaboration – Integrating informal recyclers and re-use operators in Europe: A review (De la collision à la collaboration – Intégration des recycleurs et des réutilisateurs informels en Europe : Analyse), p. 820. Consultable à l'adresse suivante : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0734242X16657608>
- ⁹¹ European Aluminium (2016) Assessing the Informal Diversion of Aluminium Beverage Cans in Selected Eastern European Cities (Analyse du détournement informel de cannettes en aluminium dans certaines villes sélectionnées d'Europe de l'Est). Consultable à l'adresse suivante : https://www.european-aluminium.eu/media/1728/boku-informal-can-collection-study_summary-23sep16.pdf
- ⁹² Scheinberg, A. (2016) From collision to collaboration – Integrating informal recyclers and re-use operators in Europe: A review (De la collision à la collaboration – Intégration des recycleurs et des réutilisateurs informels en Europe : Analyse), p. 833. Consultable à l'adresse suivante : <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0734242X16657608>
- ⁹³ OIT (2014) Tackling informality in e-waste management: The potential of cooperative enterprises (Lutter contre la gestion informelle des déchets électroniques : Le potentiel des sociétés coopératives), p. 37. Consultable à l'adresse suivante : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/publication/wcms_315228.pdf
- ⁹⁴ OIT (2014) Tackling informality in e-waste management: The potential of cooperative enterprises (Lutter contre la gestion informelle des déchets électroniques : Le potentiel des sociétés coopératives), p. 41-42. Consultable à l'adresse suivante : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/publication/wcms_315228.pdf
- ⁹⁵ Scheinberg, A. (2016) From collision to collaboration – Integrating informal recyclers and re-use operators in Europe: A review (De la collision à la collaboration – Intégration des recycleurs et des réutilisateurs informels en Europe : Analyse). <http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0734242X16657608>

- ⁹⁶ OIT (2014) Tackling informality in e-waste management: The potential of cooperative enterprises (Lutter contre la gestion informelle des déchets électroniques : Le potentiel des sociétés coopératives), p. 41-42. Consultable à l'adresse suivante : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/publication/wcms_315228.pdf
- ⁹⁷ OMS (2015) Waste and human health: Evidence and needs (Déchets et santé humaine : chiffres et besoins). Consultable à l'adresse suivante : http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0003/317226/Waste-human-health-Evidence-needs-mtg-report.pdf?ua=1
- ⁹⁸ OMS (2015) Waste and human health: Evidence and needs (Déchets et santé humaine : chiffres et besoins). Consultable à l'adresse suivante : http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0003/317226/Waste-human-health-Evidence-needs-mtg-report.pdf?ua=1
- ⁹⁹ <https://osha.europa.eu/en/wiki-page/exposure-dangerous-substances-waste-management-sector>
- ¹⁰⁰ https://oshwiki.eu/wiki/Accidents_and_injuries_in_the_waste_management_sector
- ¹⁰¹ https://oshwiki.eu/wiki/Accidents_and_injuries_in_the_waste_management_sector
- ¹⁰² https://oshwiki.eu/wiki/Accidents_and_injuries_in_the_waste_management_sector
- ¹⁰³ Chief Fire Officer Association (Association britannique des sapeurs-pompiers). Waste Management and Recycling Fires (Gestion des déchets et incendies sur les sites de recyclage). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.cfoa.org.uk/17512>
- ¹⁰⁴ Blenkarn, I. (22 janvier 2011) Sharps Injuries in the Recycling Industries (Blessures par objets tranchants dans les secteurs du recyclage). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.ianblenkarn.com/?p=1171>
- ¹⁰⁵ Veolia, Rapport financier annuel 2016, p. 2. Consultable à l'adresse suivante : https://www.veolia.com/sites/g/files/dvc181/f/assets/documents/2017/03/Veolia-Environnement-Document-de-reference-2016_0.pdf
- ¹⁰⁶ Veolia, 2017 First Half Results (Résultats du premiers semestre 2017). Consultable à l'adresse suivante : <https://www.veolia.com/sites/g/files/dvc181/f/assets/documents/2017/07/Veolia-English-1H17-Results-Slides.pdf>
- ¹⁰⁷ https://www.veolia.com/sites/g/files/dvc181/f/assets/documents/2017/03/Veolia-Environnement-Document-de-reference-2016_0.pdf, p. 34.
- ¹⁰⁸ Veolia, Rapport financier annuel 2016, p. 36. Consultable à l'adresse suivante : https://www.veolia.com/sites/g/files/dvc181/f/assets/documents/2017/03/Veolia-Environnement-Document-de-reference-2016_0.pdf.
- ¹⁰⁹ Veolia, Rapport financier annuel 2016, p. 17. Consultable à l'adresse suivante : https://www.veolia.com/sites/g/files/dvc181/f/assets/documents/2017/03/Veolia-Environnement-Document-de-reference-2016_0.pdf
- ¹¹⁰ Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 31.
- ¹¹¹ Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 146.
- ¹¹² Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 254.
- ¹¹³ Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 42.
- ¹¹⁴ Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 53.
- ¹¹⁵ Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 52.
- ¹¹⁶ Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 43.
- ¹¹⁷ Suez, États financiers consolidés de Suez pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, p. 209.
- ¹¹⁸ Manager Magazin (10 octobre 2011) Die erste Liga der deutschen Megareichen (La première division des super riches allemands). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.manager-magazin.de/fotostrecke/fotostrecke-73751.html>
- ¹¹⁹ Umweltruf, REMONDIS: fortschreitende Rekommunalisierung von kreiswirtschaftlichen Aktivitaeten bereitet Sorgen (Chez Remondis, la remunicipalisation progressive des activités de l'économie circulaire suscite de vives inquiétudes). Consultable à l'adresse suivante : http://www.umweltruf.de/2017_PROGRAMM/news/111/news3.php3?nummer=1151
- ¹²⁰ <https://www.remondis.de/startseite/>
- ¹²¹ Bockers, V. et Hardorp, L. et al. (2016) Wettbewerb in der Restmüllerrfassung: Eine empirische Analyse der Anbieterstruktur. (Concurrence dans la collecte des déchets résiduels : analyse empirique de la structure de l'offre). Ordnungspolitische Perspektiven (Perspectives réglementaires) N° 85, p. 17. Consultable à l'adresse suivante : http://www.dice.hhu.de/fileadmin/redaktion/Fakultaeten/Wirtschaftswissenschaftliche_Fakultaet/DICE/Ordnungspolitische_Perspektiven/85_OP_Boeckers_Hardorp_Haucap_Heimeshoff_Goesser_Thorwarth.pdf
- ¹²² Businesson (1er juin 2015) AWM übernehmen Betrieb der Abfallbehandlungsanlage (AWM (Abfallwirtschaftsbetriebe Münster) reprend l'exploitation de l'usine de traitement des déchets). Consultable à l'adresse suivante : http://www.business-on.de/muenster/abfallwirtschaft-muenster-awm-uebernehmen-betrieb-der-abfallbehandlungsanlage-_id7358.html
- ¹²³ Technologie Region (29 janvier 2015) Kommunalisierung der Abfallwirtschaft im Ilm-Kreis ist perfekt (La remunicipalisation de la société de gestion des déchets dans l'arrondissement d'Ilm est un succès). Consultable à l'adresse suivante : http://www.tria-online.eu/Newseintrag.17.0.html?&tx_news_pi1%5Bnews%5D=3584&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&cHash=fa24b8f4bdaf2cfc76df86a7d4d098a4
- ¹²⁴ FCC (31 octobre 2017) FCC Group reports €153.5 million net profit in the first nine months (Le groupe FCC déclare un bénéfice net de 153,5 millions d'euros pour les neuf premiers mois). Consultable à l'adresse suivante : http://www.fcc.es/en_US/web/portalwebfcc/-/fcc-reporta-un-beneficio-neto-por-153-5-millones-de-euros-en-los-nueve-primeros-nueve-meses-del-ano

- ¹²⁵ FCC (31 octobre 2017) FCC Group reports €153.5 million net profit in the first nine months (Le groupe FCC déclare un bénéfice net de 153,5 millions d'euros pour les neuf premiers mois). Consultable à l'adresse suivante : http://www.fcc.es/en_US/web/portalwebfcc/-/fcc-reporta-un-beneficio-neto-por-153-5-millones-de-euros-en-los-nueve-primeros-nueve-meses-del-ano
- ¹²⁶ FCC (31 octobre 2017) FCC Group reports €153.5 million net profit in the first nine months (Le groupe FCC déclare un bénéfice net de 153,5 millions d'euros pour les neuf premiers mois). Consultable à l'adresse suivante : http://www.fcc.es/en_US/web/portalwebfcc/-/fcc-reporta-un-beneficio-neto-por-153-5-millones-de-euros-en-los-nueve-primeros-nueve-meses-del-ano
- ¹²⁷ FCC (31 octobre 2017) FCC Group reports €153.5 million net profit in the first nine months (Le groupe FCC déclare un bénéfice net de 153,5 millions d'euros pour les neuf premiers mois). Consultable à l'adresse suivante : http://www.fcc.es/en_US/web/portalwebfcc/-/fcc-reporta-un-beneficio-neto-por-153-5-millones-de-euros-en-los-nueve-primeros-nueve-meses-del-ano
- ¹²⁸ FCC, Rapport annuel 2016, p. 209. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.fcc.es/documents/21301/1511827/Complete+Annual+Report++2016.pdf/8b80ecce-271a-4867-2bc4-44f7131e46ce>.
- ¹²⁹ FCC, Rapport annuel 2016, p. 407. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.fcc.es/documents/21301/1511827/Complete+Annual+Report++2016.pdf/8b80ecce-271a-4867-2bc4-44f7131e46ce>.
- ¹³⁰ Practical Law (1er août 2017) Transferring employees on an outsourcing in Spain: overview (Transfert des salariés en sous-traitance en Espagne : aperçu). Consultable à l'adresse suivante : [https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/1-578-7145?transitionType=Default&contextData=\(sc.Default\)](https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/1-578-7145?transitionType=Default&contextData=(sc.Default))
- ¹³¹ Eurofound (Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) (24 octobre 2017) Spain: Employment Protection in relation to Business transfers (Espagne : Protection de l'emploi dans les transferts d'entreprise). Consultable à l'adresse suivante : <https://www.eurofound.europa.eu/observatories/emcc/erm/legislation/spain-employment-protection-in-relation-to-business-transfers>
- ¹³² FCC, Rapport annuel 2016, p. 321. Consultable à l'adresse suivante : <http://www.fcc.es/documents/21301/1511827/Complete+Annual+Report++2016.pdf/8b80ecce-271a-4867-2bc4-44f7131e46ce>, p. 321.
- ¹³³ Alba, Geschäftsbericht 2016 (Rapport annuel 2016), p. 9-10. Consultable à l'adresse suivante : http://www.alba.info/fileadmin/PDF/Geschaeftsberichte/2017/ALBA_GB_2016_web.pdf
- ¹³⁴ Alba, Geschäftsbericht 2016 (Rapport annuel 2016), p. 171. Consultable à l'adresse suivante : http://www.alba.info/fileadmin/PDF/Geschaeftsberichte/2017/ALBA_GB_2016_web.pdf
- ¹³⁵ Alba. Geschäftsbericht 2016 (Rapport annuel 2016), p. 88. Consultable à l'adresse suivante : http://www.alba.info/fileadmin/PDF/Geschaeftsberichte/2017/ALBA_GB_2016_web.pdf
- ¹³⁶ FEAD, Driving the Circular Economy A FEAD Strategy for 2014-2020 (Stimuler l'économie circulaire – Une stratégie de la FEAD pour 2014-2020). Consultable à l'adresse suivante : https://www.fead.be/images/PDF/home/FEAD_Strategy_20142020_final.pdf
- ¹³⁷ FEAD (2017) FEAD recommendations for plenary vote on Circular Economy Package (Recommandations de la FEAD pour le vote en plénière sur le paquet « Économie circulaire ». https://www.fead.be/images/PDF/position_papers/2017/FEAD-position-Vote-in-Plenary-CEP_March-2017.pdf
- ¹³⁸ <https://www.municipalwasteeurope.eu/about-us>
- ¹³⁹ <https://www.municipalwasteeurope.eu/newsitem/press-release-circular-economy-package-withdrawal-commission-work-programme-2015>
- ¹⁴⁰ <https://www.municipalwasteeurope.eu/position/position-statement-amendments-proposal-directive-public-procurement-20110438cod>
- ¹⁴¹ http://www.ceep.eu/our_organisation/
- ¹⁴² <http://www.ceep.eu/opinion-on-the-commissions-proposal-for-a-circular-economy-strategy-and-reviewed-waste-legislation/>
- ¹⁴³ <http://www.ccre.org/activites/view/6>
- ¹⁴⁴ <https://www.worker-participation.eu/European-Works-Councils/Facts-Figures>
- ¹⁴⁵ Hans-Böckler-Stiftung (2015) Der deutschen Mitbestimmung entzogen: Unternehmen mit ausländischer Rechtsform nehmen zu (Retrait du droit allemand de participation des travailleurs aux décisions de l'entreprise : les sociétés de droit étranger prennent le dessus). Consultable à l'adresse suivante : https://www.boeckler.de/pdf/p_mbf_report_2015_8.pdf, p. 8.
- ¹⁴⁶ FSESP (2 décembre 2014) EPSU confirmed as most representative trade union organization for local and regional governments sectoral social dialogue (La FSESP confirmée en tant qu'organisation syndicale la plus représentative des collectivités locales et régionales dans le dialogue sociale sectoriel européen). Consultable à l'adresse suivante : <http://www.epsu.org/article/epsu-confirmed-most-representative-trade-union-organization-local-and-regional-governments->



La **FSESP** est la Fédération syndicale européenne des Services publics, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 260 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration centrale, locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP).

www.epsu.org

